

Brigitte Macron gâte une copine avec les Pièces jaunes

Bardella a truandé le Parlement européen avec ses frais de formation

P. 4

P. 3



Dans "Le Journal d'un prisonnier"

Sarko, entre deux yaourts, raconte...

Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi



... sa traversée du dessert

110^e ANNÉE - N° 5481 - mercredi 26 novembre 2025 - 1,80 €

D.O.M. 2,20 € - Suisse 2,70 FS - Belgique / Luxembourg 2 € - Grèce 2,10 € - Espagne / Port. Cont 2,10 € - Italie 2,10 € - Tunisie 6,5 DT - Maroc 25 MAD - Afrique CFA 1400 CFA - Allemagne 2,80 € - Canada 3,95 Dc - GB 2 £

Macron veut un service national volontaire "Avec moi, c'est le retour à l'homme des casernes !"

BOUALEM SANSAL : "ÊTRE PRISONNIER, C'EST UNE HUMILIATION !"



La grande révolte des pleins aux as

TROP, c'est trop. Au fur et à mesure que les débats budgétaires s'enlisent et que Bercy s'épuise à trouver des recettes, les grandes plumes des « Echos », du « Figaro », de « L'Opinion » et de tant d'autres journaux enragent. Ces gilets jaunes de l'édition s'égosillent : touche pas à nos riches ! C'est sur eux, s'insurge « Le Figaro » (20/11), que l'impôt, tel un nouet coulant, « est toujours plus concentré ».

Tandis que « L'Opinion » du même jour pousse un long cri : « Propriétaires, hauts revenus, ultrariches, entreprises et entrepreneurs sont les souffre-douleur sacrificiels et captifs d'Ubu rois bien incapables, quoi qu'ils disent ou promettent, de résister à leur soif d'impôts. » Debout, les damnés de la taxe ! Debout, les forçats de l'IFI ! Désormais, Crésus rime avec Spartacus !

Or, c'est drôle, au même moment, l'Insee, lui aussi, s'intéressait à ces persécutés. En vingt ans, conclut-il, le revenu des 0,1 % des Français les plus fortunés a plus que doublé (+119 %). Au début des années 2000, les foyers à très hauts revenus gagnaient presque 100 fois plus que la moyenne des foyers pauvres. En 2022, c'était 167 fois plus. Forcément, ces supercossus ont subi plus rudement les outrages du fisc ? Pas que : en vingt-cinq ans, leur taux réel d'imposition est tombé de 29,2 % à 25,7 %.

Il le fallait : à en croire leurs défenseurs, toute atteinte à leur niveau de vie, telle la satanique taxe Zucman, ferait fuir les nababs loin de leur pays. Une affirmation largement démentie par plusieurs études, mais qui importe. Pas question de se passer d'eux. Comme l'armée, la France a besoin de superblindés !

J.-F. J.

Maltraité de PAIX

DONALD TRUMP, on le sait, est un homme pressé, surtout en matière de guerre. Le candidat incompétent au prix Nobel de la paix déclare souvent vouloir régler les conflits « en 24 ou 48 heures maxi ». Pour la guerre en Ukraine, l'impatient de la Maison-Blanche a, « selon un calendrier agressif », fixé à Zelensky le jeudi 27 novembre, jour de la fête de Thanksgiving, comme délai d'acceptation de son « plan de paix ». Cela risque, évidemment, d'être un peu plus long. Et ce pour plusieurs raisons.

La première est que ce plan de paix, tel qu'il l'a brandi dans sa première version, n'en est pas un et n'est pas non plus le sien. Il s'agit, presque au mot près, de celui de son homologue russe, qui ne souhaite pas vraiment la paix. Car, si Poutine est lui aussi un homme pressé, qui, en déclenchant les hostilités contre l'Ukraine, en 2022, parlait d'une « opération militaire spéciale » qu'il allait régler en un rien de temps, près de quatre ans de guerre plus tard, il ne semble toujours pas décidé à en sortir autrement qu'à ses seules et inacceptables conditions.

Certes, le fait que lesdites conditions, par l'entregent du patron du fonds souverain russe, Kirill Dmitriev, proche du gendre – lui aussi affairiste – de Trump, Jared Kushner, figurent quasiment toutes dans le plan américain en 28 points n'est pas pour déplaire au super-tsar. La Pax Poutine, vendue comme la Pax americana, lui convient très bien. Elle ressemble à s'y méprendre à un plan de capitulation de l'Ukraine, qui, de l'annexion considérable de territoires à la division par deux de l'ar-

mée ukrainienne, avantage la Russie en tous points. Et ne l'engage en rien, même pas à honorer pareil traité. Elle survient aussi au moment où Zelensky a quelques soucis avec les accusations de corruption visant des proches de son gouvernement.

Le fait que ce traité de paix soit également un business plan concocté par Steve Witkoff, émissaire spécial de Trump et agent immobilier, avec Dmitriev et Kushner, n'est pas non plus de nature à le contrarier. Espérer passer ainsi de sanctions économiques contraignantes à des accords commerciaux envisagés sur l'énergie, les matières premières ou l'intelligence artificielle ne peut, bien sûr, que déridier Poutine, qui partage avec Trump un solide penchant pour le mercantilisme. Et qui apprécie au plus haut point que tout cela ait été mené non seulement dans le dos de l'Ukraine, mais aussi, pour ne pas dire surtout, sans prévenir les Européens qui la soutiennent. Lesquels, une fois de plus, ont été mis hors

jeu par Trump avant d'être mis devant le fait accompli.

Revenues dans la partie à Genève, l'Ukraine comme l'UE sont parvenues à quelques concessions : sur les 28 points, il en reste 19. Les plus grossièrement inacceptables, comme la réintégration de la Russie dans le G8 ou la possibilité pour les Américains de se servir des actifs russes gelés en Europe, ont été supprimés, mais il est permis de se demander si ces points n'étaient pas là pour ça, pour en faire passer plus facilement d'autres qui fâchent presque autant. Le plan américain revu par l'Europe n'est pas encore finalisé. Macron trouve désormais (lire p. 2) qu'il « va dans le bon sens », mais rien n'est assuré. Pour en revenir à Thanksgiving et à sa traditionnelle dinde, même si l'ultimatum de Trump pour ce jeudi peut être dépassé, le risque que l'Ukraine et l'Europe soient les dindons de la farce avec ce traité n'est malheureusement toujours pas à écarter.

Erik Emptaz



Darmanin débîne encore les juges

LE GARDE DES SCEAUX n'avait donc pas pensé à tout ! En isolant les narcotrafiquants et autres membres du grand banditisme dans les nouvelles prisons de haute sécurité de Vendin-le-Vieil (Pas-de-Calais) ou de Condé-sur-Sarthe (Orne), Gerald Darmanin avait oublié un détail légal : le droit de l'application des peines.

C'est ainsi que Ouahid Ben Faïza, condamné jusqu'en 2029 pour trafic de stupés et tentative d'évasion, notamment, et transféré à la taule de Vendin, a obtenu lundi 24 novembre une autorisation exceptionnelle de sortie pour un entretien d'embauche (« Le Figaro », 25/11). La polémique éclate. Darmanin, dans un message posté sur X,

cache mal sa colère. Selon lui, l'administration pénitentiaire et le parquet étaient opposés à cette sortie. Encore la faute

aux magistrats qui appliquent la loi ? Dans la ligne de mire du ministre de la Justice : le juge de l'application des



peines de Béthune et la cour d'appel, qui ont autorisé la permission.

Action, réaction : le garde des Sceaux a annoncé une loi pour créer un nouveau juge de l'application des peines « spécialisé qui connaît[rait] parfaitement les profils dangereux ». Contrairement à ceux spécialisés dans les profils inoffensifs ?

M. B.

Poutine : hybride abattue

LE TERME est devenu familier : la « guerre hybride ». C'est celle que livre, par tous les moyens, un Etat à un autre, alors que les deux ne sont pas officiellement engagés dans un conflit armé. S'il y a bien un Etat concerné, c'est la Pologne, comme le raconte « Le Figaro » (21/11). Dernier événement en date, le sabotage, le 17 novembre,

d'une ligne de chemin de fer, celle de Mika, permettant l'acheminement d'une bonne partie de l'aide militaire et humanitaire à l'Ukraine. En mars 2023, plusieurs individus sont surpris en train d'installer des caméras autour de cette même ligne. En 2024, le mystérieux incendie qui ravage l'immense centre commercial de Marywilska, dans la banlieue de Varsovie, est lui aussi un acte de guerre hybride. Toujours la même année, l'incendie d'une usine de peinture à Wrocław est évité de justesse. Derrière ces agissements, bien plus nombreux que ne le laisserait supposer cette simple liste, la Russie.

Le grand voisin recrute désormais des mercenaires, payés à prix d'or, pour ces actions de plus grande envergure. On est loin des simples survols de drones, des coups de pression et des opérations de manipulation de l'opinion publique qui

affectent les autres pays de l'Union européenne.

La Pologne, qui est en train de bâtir la plus importante armée d'Europe, a décidé la mobilisation de 10 000 soldats pour protéger certains sites et la fermeture du dernier consulat russe en Pologne. Voilà qui ne devrait pas empêcher Poutine de dormir.

A.-S. M.



A la guerre comme à la guerre

EMMANUEL MACRON entamait sa tournée africaine lorsque le chef d'état-major des armées (Cema), Fabien Mandon, a prononcé, le 20 novembre devant le Congrès des maires, sa fameuse déclaration sur la France qui « doit accepter de perdre ses enfants » dans une guerre face à la Russie. De Johannesburg, le lendemain, le Président a jugé bon de préciser qu'il n'avait pas relu le discours du Cema. Mais il ne l'a pas désavoué pour autant. « Que le chef d'état-major des armées alerte sur la menace est totalement légitime », commentait-il en privé. Préférant s'en prendre à la « grande alliance antipatriotique de l'extrême gauche et de l'extrême droite », accusées toutes deux d'avoir « manipulé » les propos du général Mandon.

C'est pour mettre cette « alliance » et tous les partis qui ont refusé de voter le budget face à leurs responsabilités que Sébastien Lecornu a sorti une nouvelle carte, lundi 24 au matin : l'organisation d'un vote sur la stratégie de défense nationale et les moyens supplémentaires à engager. « Les armées seront les premières victimes d'un échec des discussions budgétaires », a martelé le Premier ministre. C'est lors de son passage au ministère

des Armées (2022-2025) que les arbitrages pour la loi de programmation militaire 2024-2030 ont été pris. En 2026, la troisième année de mise en œuvre de cette loi devait se traduire par une hausse de 6,7 milliards d'euros de crédits... A condition que le budget passe !

« Pour sanctuariser ces crédits, le Premier ministre veut un débat et un vote du Parlement sur notre stratégie de défense ! Il veut créer des majorités idéologiques sur ce sujet », souffle un conseiller à Matignon. Qui ose ce rapprochement :

« C'est comme sur le narcotrafic ! On ne peut pas se tenir tous joyeusement la main à Marseille pour dire qu'il faut lutter contre les narcos et, trois jours plus tard, ne plus trouver personne pour voter un budget qui permette de le faire concrètement ! » En attendant l'hypothétique vote du

budget, Macron devait annoncer, jeudi 27 à Varcas (Isère), le rétablissement d'un service national sur la base du volontariat. « Il fallait repenser quelque chose à l'aune du nouveau contexte géopolitique, expliquait-il en privé mardi matin. Avec ce service national, nous allons retisser le lien armée-nation. C'est ça, la force d'âme et l'esprit patriotique ! »

C'est beau, mais pas sûr que cela suffise à recréer le lien nation-Macron.



Basique et prudent

En marge de sa visite à Luan-da, en Angola, dernière étape de son périple africain, Emmanuel Macron s'est épanché, lundi soir devant quelques journalistes. « Je suis un peu basique, leur a-t-il dit. Tout ce qui concerne l'Ukraine, c'est à l'Ukraine de décider. Ce qui touche la sécurité des Européens, c'est aux Européens de décider. »

Et le chef des armées d'embrayer : « Après, il y a les Etats-Unis. Ils sont maintenant d'accord pour ne pas fixer de limite au format de l'armée ukrainienne. C'est une avancée. Désormais, il faut faire entrer la Russie dans les discussions, mais, dans le passé, il y a eu d'autres projets de plan de paix, et Moscou a tout fait capoter. On reste prudents. »

C'est en effet plus prudent.

Les fées Lecornu

Sébastien Lecornu recevait à déjeuner, vendredi 21 novembre, les présidents de groupe du « socle commun », quelques ministres et leurs directeurs de cabinet.

« On vit un vrai conte de fées », a lancé le Premier ministre, mi-figue, mi-raisin, à cet aréopage. Trois heures plus tard, les députés rejetaient le projet de loi de finances par 404 voix contre 1 et 84 abstentions. Commentaire



d'un participant : « On ne voit pas où sont les fées. » En revanche, on sent approcher le coup de balai.

Il vote en solitaire

Il ne s'est donc trouvé qu'un seul député pour soutenir le budget tel que celui-ci est sorti vendredi 21 novembre des 125 heures de débat à l'Assemblée nationale : Harold Huwart, élu (Liot) d'Eure-et-Loir.

A l'entendre, il ne l'a pas fait exprès. « Les groupes qui plaidaient le compromis se sont retournés les uns après les autres, déplore-t-il. C'était un vrai moment de solitude. » Et de

comparer ce vote au « sabotage de la flotte de Toulon en direct ». Avec qui dans le rôle de l'amiral Darlan ?

L'enfer, c'est les autres

Olivier Faure l'assume, et il l'a dit à Sébastien Lecornu : le PS est prêt au compromis sur le budget. « On sait très bien où on veut aller, a-t-il rappelé au Premier ministre. On veut un budget et un PLFSS votés. Le problème, c'est les autres. » A savoir les députés LR, « qui ne savent même pas où ils habitent, s'ils sont ou non avec le socle commun ». Et LFI, où « des gens nous parlent tous les jours de la VI^e République, mais, quand ils ont l'occasion de devenir vraiment parlementaires en raison du renoncement au 49.3, ils ne saisissent pas cette chance ». Et Faure d'ajouter : « Ils essaient de faire dérailler le train, et c'est pénible. »

Dire que le premier secrétaire du PS a passé plus de trois ans avec ces gens « pénibles »...

Revoilà le 49.3 !

En privé, les socialistes sont de plus en plus nombreux à espérer le retour du 49.3, alors qu'ils avaient pourtant réclamé au Premier ministre de ne pas y recourir. « S'il revenait sur sa promesse et utilisait le 49.3 pour faire adopter un texte qui penche à gauche avec nos propositions, il ne serait pas censuré », confie par exemple Boris Vallaud, le patron des députés. Sous le couvert de l'anonymat, certains vont beaucoup plus loin. « Il faut qu'on demande publiquement à Lecornu d'y avoir recours. C'est la seule solution pour sortir de l'impasse et passer à autre chose », ajoute une députée PS.

Aux municipales, par exemple ?

Plutôt mourir

Mais, à Matignon, on se refuse toujours à recourir à cet article très contesté de la Constitution. « S'il le faut, je tomberai, mais je n'utiliserai ni le 49.3 ni les ordonnances », confiait ainsi Sébastien Lecornu en petit comité la semaine dernière. Et le Premier ministre de clamer : « Olivier Faure et Boris Vallaud pourront bien faire plein de matinales pour me supplier d'utiliser l'article 49.3, je ne le ferai pas. Je tiens mes engagements. C'est une question de cohérence ! »

Encore un qui veut tomber avec les honneurs !

Dans la seringue

L'Insoumis Manuel Bompard, lui, se moque : « C'était une énorme bêtise des socialistes de demander le renoncement au 49.3. Il était évident qu'ils en auraient besoin pour ne pas avoir à voter le budget Lecornu, ce qu'ils ne peuvent politiquement pas faire. »

Bompard en est d'ailleurs certain, jamais les socialistes ne censureront Lecornu sur le budget : « Ils se sont mis dans la seringue : en sortir leur coûterait

Brebis galeuse à Perpignan

CHEF DE FILE de l'opposition au maire (RN) de Perpignan, Louis Aliot, Bruno Nougayrède a officialisé sa candidature aux municipales de mars prochain. En affichant fièrement le soutien de toute la droite et du centre : LR, UDI, Horizons, MoDem et jusqu'à Renaissance, s'il vous plaît !

Mais Edouard Philippe, François Bayrou et Gabriel Attal savent-ils vraiment à qui ils ont accordé leur confiance ?

Il y a vingt ans, Nougayrède a en effet écrit des édits assez gratifiés dans « La Nef », un mensuel catholique traditionaliste. « C'est bien gentil, se lâchait-il ainsi en juin 2004, de présenter les homosexuels comme des gens parfaitement normaux dont la sexualité serait parfaitement épanouie s'ils n'étaient persécutés. » Charmant ! Dans ce même mensuel, mais en janvier 2004,



il évoque le « triste anniversaire » de la loi Veil sur l'IVG et s'en prend aussi à la pilule, fustigeant une « idéologie de permissivité sexuelle ». Attention, ça pègue...

Cerise sur le gâteau, c'est ce même Nougayrède qui représentait en 2017 la société Editions du Rocher à la signature du contrat (que « Le Canard » a pu consulter) des Mémoires d'un certain... Jean-Marie Le Pen !

Bref, un candidat que même le RN aurait hésité à présenter.

très cher. Si, à la fin, ils censurent, tout ce qu'ils prétendent avoir gagné deviendra poussière. »

C'est beau comme du John Fante !

Courage, fuyons

Laurent Wauquiez non plus ne veut pas entendre parler d'un vote sur le budget. « Je ne suis pas prêt à voter quoi que ce soit. Le passage par une loi spéciale ou les ordonnances, ça me va très bien », a même dit le patron des députés Rep à Sébastien Lecornu. Un choix de Wauquiez en faveur d'une loi spéciale ou d'ordonnances qui s'explique par le fait qu'il veut éviter d'avoir à se prononcer et à obtenir une position commune de son groupe.

Et, surtout, éviter de donner raison à Bruno Retailleau.

Mélenchon, maire de France

meetings de Mélenchon. Le tout sans débiter un seul euro de son futur compte de campagne présidentielle.

Voilà un gestionnaire avisé !

Du keffieh au chapeau

Au passage, il s'agit d'un discret changement de stratégie. Mélenchon est ainsi passé des appels à la démission de Macron et à une présidentielle anticipée au respect du calendrier électoral. « Il a pris acte du fait que sa stratégie de destitution avait complètement échoué », constatait Olivier Faure lundi 24 devant des proches.

Même analyse du côté des macronistes. Le ministre de la Fonction publique, David Amiel, s'est ainsi payé la tête



GUERRE : UN GUIDE DE SURVIE DISTRIBUÉ AUX FRANÇAIS



Papin trop bref

Le nouveau ministre des PME, du Commerce, de l'Artisanat, du Tourisme et du Pouvoir d'achat (ouf !), Serge Papin, a peu goûté sa première entrée dans « La Mare aux canards » (12/11). Pour prouver qu'il était capable de faire bref lors des questions au gouvernement, il a répondu, le 18 novembre, à pas moins de six questions en se limitant chaque fois à 1 minute 30 secondes.

Cette fois, c'est son côté « pressé d'en finir » qui a suscité les quolibets des oppositions dans l'hémicycle. Et six fois de suite ! Au début, pendant et... à la fin de chaque 1 minute 30.

Si ça continue, Papin va vite revenir aux magasins U !

SOS enlèvement

Beaucoup se sont étonnés de l'absence des Insoumis aux côtés de la famille de Mehdi Kessaci à l'issue de la marche blanche organisée samedi 22 novembre dans le IV^e arrondissement de Marseille. Le candidat Insoumis à la mairie de la ville, Sébastien Delogu, était présent au début du rassemblement, mais il s'est vite éclipse.

« La République doit reprendre des moyens sur le terrain », a déclaré Delogu au « Figaro », avant de filer à l'anglaise.

« Les Insoumis ont fait un

Ce qui a énervé le chef de l'Etat.

En février dernier, lors d'un déplacement à Colmar, il affirmait : « On a des vacances qui sont très, très longues l'été. Les enfants qui ne sont pas très accompagnés par leurs familles vont perdre souvent du niveau scolaire. » Macron était tellement en colère de ne pas avoir été suivi qu'il a décidé, cette fois, de ne pas recevoir à l'Elysée les citoyens consultés.

Si ça continue, il va aussi dissoudre le Cese.

L'autocritique de Glucksmann

Après sa prestation ratée le 18 novembre sur LCI, Raphaël Glucksmann l'a reconnu devant des proches : « Je me suis totalement planté. » En raison, notamment, de l'absence de propositions concrètes et d'un discours peu convaincant. Et le député européen d'ajouter : « Il faut que je me réveille. Heureusement que ça tombe maintenant... » C'est à-dire à dix-huit mois de l'élection présidentielle.

Un membre de son équipe veut y croire : « Oui, il s'est planté. Mais il raconte une vraie histoire sur la sécurité européenne et la résistance face à la Russie et à la Chine. Son enjeu, désormais, c'est de prendre tout l'électorat socialiste et d'attirer la moitié de l'électorat macroniste sur l'étagère. »

Au risque de finir placardisé.

Abus de « faiblesse »

Aux yeux de François Hollande, Glucksmann est trop éloigné du théâtre des opérations pour être en prise sur le réel : « Personne ne s'intéresse à ce qui se passe au Parlement européen. Cet éloignement avait fait son succès au départ : c'est devenu une faiblesse. »

Selon l'ancien chef de l'Etat, ce ne sont pas les municipales qui pourraient le relancer : « Quelle va être la municipalité Place publique ? Je n'en connais qu'une : Saint-Brieuc. Aucune ville de France ne va être conquise par son mouvement. » Conclusion de l'ex-président : « Il aurait dû venir au PS. »

Où les camarades socialistes l'attendent certainement les bras ouverts.

Philippe pas à la fête

Devant les maires et les cadres de son parti, Horizons, qu'il réunissait le 19 novembre en marge du Congrès des maires, Edouard Philippe a senti le besoin de se justifier après sa tonitruante déclaration appelant à un départ anticipé de Macron. « J'ai dit quelque chose qui a surpris, agacé, voire meurtri », a-t-il reconnu tout en se défendant d'avoir « fragilisé les institutions ».

Dix jours plus tôt, l'ancien Premier ministre, qui se trouvait à la Foire du livre de Brive, avait retrouvé son ex-mentor Alain Juppé, qui lui avait vivement reproché cette fameuse déclaration. Des témoins l'ont même cru entendre parler de « comerie ».

Snohé par Macron au Havre (« Le Canard », 19/11), engueulé par Juppé à Brive et maintenant donné perdant dans un sondage Odoxa face à Jordan Bardella : l'automne est frais pour Edouard Philippe.

La poubelle pour aller voter

VESTE réfléchissante sur le dos, Rachida Dati a organisé une petite escapade nocturne en compagnie des éboueurs parisiens le 21 novembre. « Avec moi, la ville sera propre et tranquille », claironne, dans un bref clip de campagne, la candidate à la Mairie de Paris.

« Après la virée dans le Marais, la maraude auprès des sans-abri, voilà le road-trip en camion poubelle ! Ça commence à bien faire... » grince, à Matignon, un proche de Sébastien Lecornu.

La ministre de la Culture a beau faire savoir qu'elle lâchera son maroquin en janvier prochain pour se consacrer à sa campagne pour les municipales, chacune de ses vidéos irrite un peu plus ses collègues ministres, qui s'amusent donc à imaginer ses prochains déplacements... Et l'un d'eux d'ironiser : « La prochaine fois, on la verra tondre la pelouse au Champ-de-Mars ? »

Ou chasser les vendeurs à la sauvette installés sous la tour Eiffel ?

Page coordonnée par Bruno Dive et Charlotte Cieslinski

minimares

● Il devait être l'un des invités « stars » de la réception organisée pour les patrons, le 17 novembre, à l'Elysée, en marge du sommet Choise France. Mais le Prix Nobel d'économie Philippe Aghion « a oublié le dîner et s'en est excusé auprès du chef de l'Etat » (« Les Echos », 19/11). C'est dire l'importance de cette soirée...

● Il ne faut pas qu'un socialiste soit maire de Paris », a déclaré Sophia Chikirou, tête de liste Insoumise pour les élections municipales de 2026 (« Le Parisien », 21/11). Elle préfère une maire de droite ?

● L'ex-plume des « Guignols de l'info » Bruno Gaccio, antivax notoire et amateur de fake news, sera le candidat de LFI à la mairie du très droitier VII^e arrondissement de Paris. S'il n'est pas élu, c'est sûrement qu'il aura été victime d'un complot.

● La journée parfaite, pour Rachida Dati ? « Un dimanche matin auprès des Parisiens : marchés, messes, rues commerçantes » (« Ouest France », 23/11). Sans oublier (lire ci-contre) la sortie des poubelles.

● Coucou la revoli ! A Nancy, Nadine Morano fait tout pour barrer la route à... Valérie Debord, LR comme elle, avant les municipales de mars 2026. « Valérie n'est pas en situation d'être cheffe de file », assène-t-elle amicalement dans « L'Est républicain » (21/11). Suivez son regard...

● Au Palais-Bourbon, « Revue XXI » (19/11) s'est intéressé au travail du photographe politique Denis Allard : « Quand il écoute Sébastien Lecornu, il pense à... Francis Bacon. » A cause du flou budgétaire ?

● Alerte insubordination ! Au moins quatre anciens ministres redevenus députés ont voté contre le projet de budget, le 21 novembre, à l'Assemblée nationale : Astrid Panosyan-Bouvet, Olivia Grégoire, Guillaume Kasbarian et Eric Woerth. Quelle bande d'ingrats...

● Le torchon brûle entre les députés et les sénateurs LR... A

l'Assemblée, glisse un député à « L'Opinion » (22/11), « les gens n'ont pas apprécié les mots des sénateurs visant à dire que les députés faisaient n'importe quoi ». Ni les remontrances d'un parti dirigé par un... sénateur.

● Pour le patron des sénateurs centristes, Hervé Marseille, « la méthode de ce gouvernement, c'est « Fluctuat nec mergitur » ! » (« Il est battu par les flots mais ne sombre pas »), la devise de Paris (« Valeurs actuelles », 24/11). Dix jours après le triste anniversaire des attentats du 13-Novembre, on a connu comparaison plus heureuse.

● Ségolène Royal, c'est Ophélie Winter ! « S'esclaffe un député dans « Le Point » (20/11). Vingt ans après son échec au second tour de l'élection présidentielle, en 2007, la socialiste n'exclut pas de se présenter à une primaire à gauche pour 2027. Dieu lui a donné la foi ?

● Bernard Cazeneuve s'épanche dans « Paris Match » (20/11) : « Je ne veux pas participer de cette opération d'auto-promotion permanente et un peu ridicule où chacun qui déclare son amour pour la France peine à dissimuler l'amour qu'il porte d'abord à lui-même. » Heureusement qu'il précise qu'il ne pratique pas l'autopromo !

● Généraliser le NutriScore ? Et puis quoi, encore ? Le Sénat a expulsé cette idée saugrenue du budget de la Séculé 21 novembre. Les gougères au comté AOC et le civet de chevreuil sauce grand veneur du cuisinier de Gérard Larcher et ses troupes n'ont pas à porter d'étiquette. Question de principe !

● Au grand jeu « Ma binette partout », duel de petits bras en Bourgogne-Franche-Comté : la députée macroniste Perrine Goulet (Nièvre) case sa trombine à 20 reprises dans les 16 pages de son dernier journal parlementaire, quand sa voisine de l'Yonne la députée RN Sophie-Laurence Roy affiche 23 fois sa bobine dans les 8 pages de son bilan de mandat. Le concours continue !



"Gross" réarmement outre-Rhin

LES CHIFFRES ont de quoi impressionner : dans moins de cinq ans, le budget militaire de l'Allemagne devrait se hisser au 3^e rang mondial, derrière celui des USA et de la Chine. Ce plan élaboré par la coalition au pouvoir, sous l'autorité du nouveau chancelier, Friedrich Merz, prévoit qu'en 2029 les dépenses militaires atteindront 162 milliards d'euros de l'autre côté du Rhin. Autrement dit une somme trois fois supérieure à ce que coûtait leur armée aux contribuables allemands à la veille de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Pour devenir la première puissance militaire européenne, l'Allemagne prévoit d'investir, ces prochaines années, 50 milliards d'euros dans les blindés et les transports de troupes, 80 milliards dans les munitions, 80 milliards dans sa flotte, 35 milliards dans les satellites et l'espace, 10 milliards dans la numérique militaire et 10 milliards pour les fameux drones. Afin de financer de telles dépenses, le gouvernement de Berlin a déjà annoncé qu'il devrait en partie recourir à l'emprunt, renonçant ainsi à maintenir sa dette publique à un niveau que la dépensière France lui envie depuis des années : 63 % du PIB.

Cet afflux d'investissements devrait également contribuer à relancer l'économie allemande, qui se traîne : en 2025, sa crois-

sance ne devrait pas dépasser 0,5 % du PIB, contre 0,8 % dans l'Hexagone et 2,6 % aux Etats-Unis, selon les dernières données disponibles.

D'ores et déjà, la Bundeswehr (l'armée allemande) prévoit d'embaucher 10 000 soldats et officiers supplémentaires lors des prochains mois. Les industriels allemands de l'armement multiplient les accords de coopération. Cette pluie de milliards fait également saliver la Bourse. Le cours des actions du géant Rheinmetall – qui fabrique munitions, blindés et navires – n'a jamais été aussi haut.

La France doublée

A la fin de l'année prochaine, le budget militaire de l'Allemagne sera presque deux fois plus élevé que celui de la France : 108,2 milliards, contre 57,2 milliards. Berlin, qui ne dispose pas de l'arme nucléaire et n'a donc pas à financer les dépenses afférentes (6,4 milliards de ce côté-ci du Rhin), disposera d'une armée conventionnelle bientôt plus puissante.

Emmanuel Macron se targue souvent – et, pour une fois, les chiffres lui donnent raison – d'être le président de la République qui a le plus augmenté le budget des Armées depuis vingt ans. En quittant l'Elysée, il devra pourtant constater que, sur ce plan-là aussi, l'Allemagne a dépassé la France.

Bardella, une "coquille vide" formée avec des sous de Bruxelles

Entre 2019 et 2021, il s'est offert les services d'un ex-présentateur télé pour améliorer sa com'.

LONGTEMPS Pascal Humeau a été le coach média de Jordan Bardella. Et longtemps il a qualifié son client de « coquille vide » – on l'entend prononcer ces mots, à propos du « plan B » de Marine Le Pen, dans un numéro de « Complément d'enquête » diffusé l'année dernière (France 2, 18/1/24). Humeau s'y épanche aussi sur sa relation passée avec Bardella et sur la mission que lui a confiée, pendant quatre ans, la fille de Jean-Marie Le Pen : transformer le jeune rigide en « facho sympa ». Riant programme!

Filmé face caméra, il ne précise pas, à l'époque, que la « coquille vide » a aussi été sa vache à lait. Entre 2019 et 2021, l'ancien présentateur télé a touché 133 300 euros du Parlement européen pour dispenser des média-trainings à Bardella et ses comparses. Selon des documents tombés dans le bec du « Canard », c'est après un appel d'offres (obligatoire à partir de 60 000 euros) bide qu'il signe un contrat avec le groupe Identité et Démocratie (ID), auquel appartient le RN. L'entité souhaite « améliorer sa communication autour de l'actualité européenne ». Le contrat prévoit un confortabel salaire, selon un barème écrit. Semaine A : « Quatre jours de présence au Parlement européen, 3 400 euros » ; semaine B : « Présence complétée par du télétravail, 3 100 euros » ; etc.

Tartalacom et Kon Tiki

L'appel d'offres pour cette alléchante convention est lancé par le groupe en avril 2020, pour une durée de quinze jours. Malheureusement, c'est Tartalacom qui postule la première. ID prolonge donc le délai de candidature pour faire gagner Kon Tiki, la société de Humeau, laquelle ne remplit pourtant pas les conditions que le groupe s'est imposées, comme le fait d'avoir au moins trois ans d'ancienneté – Kon Tiki a été créé un an plus tôt seulement, le 15 mars 2019. « On ne m'avait pas caché que ça passerait », raconte Humeau au



Palmipède. L'appel d'offres n'existait que pour la forme. C'est Jordan qui m'a proposé de bosser avec les élus RN au Parlement. »

Le bidonnage ne s'arrête pas là. En septembre 2021, Bardella, tout juste nommé président par intérim du RN, embauche illico son pote Humeau pour bosser avec lui sur la présidentielle.

L'Europe remplit toujours les poches du RN

UNE NOTE de 29 pages de la commission budgétaire du Parlement européen, diffusée en juillet (« Le Monde », 3/7), fournit quelques détails sur les libertés prises par les élus du RN avec le règlement du Parlement entre 2019 et 2024. Ceux-ci ont distribué près de 700 000 euros d'argent public prélevés sur leur budget communication, dit budget « 400 », à diverses associations amies.

Y figurent, par exemple, Ami Chats 88, qui stérilise des chats errants dans les Vosges. Ou Léviéris 74, qui a reçu 4 000 euros entre 2020 et 2023 pour soutenir la protection des léviéris espagnols. Le rapport avec le mandat européen ? On cherche encore. Et la liste est longue... La majeure partie des fonds, toutefois, concerne des appels

Tout en étant payé par l'Europe, il prépare les dizaines d'interviews qui s'annoncent pour le nouveau patron du parti d'extrême droite. Exemple : le 12 septembre 2021, lors de son premier discours de président, à Fréjus, Bardella passe deux heures en visio avec Humeau, pour se chauffer, mais il ne parle jamais de Bruxelles.

d'offres truquées permettant de distribuer l'argent des contribuables de l'UE à deux prestataires proches du RN : l'agence de communication e-Politic, longtemps dirigée par l'ancien gudar et grand copain de Marine Le Pen Frédéric Chatillon, et Unanime, alors gérée par... sa femme.

Entre 2019 et 2024, la première agence a palpé 1,7 million d'euros grâce au RN, et la seconde 1,4 million – chaque fois pour des travaux d'impression surfacturés. Depuis, le Parquet européen a ouvert une enquête... sans savoir que Bardella avait, lui aussi, fait bénéficier l'un de ses potes de ces mêmes budgets pour des séances de média-training pour la campagne présidentielle de 2022. T. B.

Entre septembre et novembre 2021, le numéro un du RN enchaîne les plateaux de télé et les séances d'entraînement. Il rencontre son coach à 26 reprises et signe à la main autant d'attestations pour valider ses factures. Le « futur Premier ministre » des fachos accorde plus de 20 interviews, soit 8 h 30 de direct. Quelle santé ! L'Union européenne n'y est évoquée que six minutes en septembre, sept minutes en octobre, il y a du progrès... On reste loin, cela dit, de la fameuse « communication autour de l'actualité européenne » prévue par le contrat de Humeau.

L'Humeau pour le dire

Au lieu de parler de l'Union, Bardella ne cause que du programme présidentiel de sa patronne, de la concurrence d'Eric Zemmour, étrille le bilan de Macron... La période va rapporter bonbon à Humeau : il facture pour 25 900 euros de formations et de conseils, dispensés la plupart du temps à Bardella, à son domicile de Garches.

En privé, Humeau n'est pas allé par quatre chemins pour détailler le montage imposé selon lui par le RN. « J'ai été payé à partir de septembre 2021, avouait-il en 2023, par factures hebdomadaires, par le Parlement européen, pour faire la campagne » de 2022. Ce qui justifie l'arrangement : la présidentielle est certes lancée, mais le parti d'extrême droite n'a pas un rond pour la financer. Il n'a, en effet, pas encore obtenu son prêt hongrois, signé en janvier 2022.

Aujourd'hui, Humeau rétro pédale : « Évidemment que, quand on prépare une interview, on prépare toutes les questions susceptibles d'être posées, dont les questions européennes. » Et de s'interroger : « Comment tu fixes la frontière, quand tu fais du training, entre le député européen et l'homme politique ? C'est un peu comme l'affaire des assistants... » Celle qui a fait condamner Marine Le Pen à l'« inéligibilité ».

Tristan Berteloot et Jérôme Canard

LE "JOURNAL D'UN PRISONNIER" SORTIRA JUSTE AVANT NOËL



La police déraile à Montparnasse

VERS 14 HEURES, le 14 novembre, le commissariat du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne) apprend qu'un homme, condamné à dix-huit mois de prison pour violences conjugales, a sauté dans la TGV Rennes-Paris avec l'intention de tuer son ex-compagne. A la gare de Paris-Montparnasse, la brigade des réseaux ferrés, aussitôt alertée, monte à la hâte un comité d'accueil. A sa descente du train, le suspect est blessé par balle par un policier alors qu'il exhibe un couteau. Dans la confusion, un passager prend une autre balle dans le pied. La faute à pas de chance ? Pas tout à fait...

Le « Canard » a retrouvé la victime collatérale de cette interpellation mouvementée, et son récit laisse pantois. Ce 14 novembre, à 14 h 25, Bertrand (1) est le premier voyageur à sortir de la voiture 5 du TGV en provenance de Rennes. « J'ai compris qu'il se passait quelque chose d'anormal », raconte le Breton. Il y avait au moins une trentaine de policiers sur le quai numéro 4. Visiblement, ils cherchaient un passager. Un flic a crié : « C'est lui ! » en désignant un mec baraqué, lequel s'est mis à courir. Avec mon épouse et ma fille, nous avons pressé le pas pour dépasser les portiques et rejoindre notre fils, qui nous attendait devant le quai. J'ai eu juste le temps de voir qu'à une dizaine de mètres de moi le gars était encerclé par sept ou huit agents. Un coup de feu a claqué. J'ai senti un choc au pied droit. Puis j'ai entendu une seconde détonation. » Comment expliquer ce gros raté ?

Fusillade antisuicide

Pour justifier leur défoulement, sept flics ont porté plainte en expliquant que le suspect les avait menacés avec un couteau : une thèse que le parquet a validée en déclenchant une enquête pour « tentative d'homicide sur personne dépositaire de l'autorité publique »... avant de rétro pédaler. En réalité, comme le prouvent le témoignage de

Bertrand et les images de la caméra-piéton du policier artilleur, le forcené n'a jamais tenté de planter les policiers. Après avoir hurlé « Ne m'approchez pas ! » il s'est lacéré plusieurs fois la gorge.

Deux jours plus tard, le 16 novembre, lorsque deux enquêteurs de la police des polices viennent auditionner, durant plus de trois heures, le voyageur dans sa chambre d'hôpital, il n'est plus question de légitime défense. Selon la nouvelle version, le policier a fait usage de son flingue pour sauver la vie du suspect, qui voulait se suicider. L'art de changer son fusil d'épaule ?

Pimpon pimpon

Tout aussi loufoque : les boeuf-carottes reprochent à Bertrand d'avoir fait preuve d'imprudence en stationnant au milieu du champ de tir. « Quand on a regardé les vidéos, on s'est demandé ce que le pimpon faisait là », lâche l'un des enquêteurs durant l'audition. Ledit pimpon, qui a écopé de trois semaines d'incapacité totale de travail et s'est retrouvé en salle de réveil avec le forcené, a, selon les informations du Palmipède, porté plainte contre le flic. Un tireur plutôt maladroit, puisqu'il a raté sa cible à moins de 3 mètres...

Le plus inquiétant est l'arrestation d'un individu violent sur un quai bondé... sans que soit prévu le moindre périmètre de sécurité. Aucun des policiers ne disposait d'un taser, bien moins dangereux qu'une arme à feu. Les poulets ont utilisé une bombe lacrymogène – sans effet, puisque le suspect portait un masque chirurgical. « On aurait pu intervenir plus discrètement, en le filochant à la descente du train puis en l'interpellant par surprise hors de la foule », s'étonne un flic de la police judiciaire. Face à ce fiasco, le parquet a préféré refiler le bébé à un juge d'instruction. D'ici à ce que les flics se mettent en pétard...

Odile Benyahia-Kouider et Christophe Labbé

(1) Le prénom a été modifié.

Censure pour le censeur Estrosi

EN LISANT, la semaine dernière, dans nos colonnes, que Christian Estrosi, le bon maire de la Cité des anges, avait palpé un peu plus de 45 000 euros en deux ans en sa qualité de « censeur » d'une société aéronautique installée en Normandie, les journalistes du quotidien « Nice-Matin » ont vu rouge. Linfo, selon le Syndicat national des journalistes (SNJ), aurait dû être publiée au printemps dernier dans leur quotidien... avant que la direction la censure. « J'assume de ne pas avoir publié : nous ne disposons pas d'assez d'éléments », indique au « Canard » l'un des membres de ladite direction. Dans leur communiqué, les confrères ne

décolèrent pas : « C'est qui, le patron de la rédaction ? »

En continuant d'éplucher les statuts de Revima Holding, la fameuse société aéronautique qui emploie Estrosi, le Palmipède a découvert que l'ancien ministre de Sarkozy bénéficiait d'un régime de faveur. L'article 16.6 précise que les censeurs sont non seulement « soumis aux mêmes règles de confidentialité et de conflit d'intérêts » que les administrateurs de la société, mais aussi, et surtout, qu'ils ne perçoivent « aucune rémunération au titre de leurs fonctions »... « sauf décision contraire du comité de surveillance ». Estro, fayot ! C. C. et D. H.

Achats frénétiques de l'US Air Force

LA SURPRISE des attachés militaires français en poste à Washington, le général Kenneth Wilsbach, le tout récent patron des aviateurs américains, veut pouvoir disposer de 1 558 avions de combat, soit 287 de plus qu'aujourd'hui. Cette revendication, dont la démesure est flagrante, a reçu l'appui de Troy Meink, le secrétaire de l'armée de l'air au ministère de la Guerre.

Pour ces « Top Gun » en puissance, pas question de trop s'inquiéter si le F-35 (le plus cher de ces avions) n'atteint pas les performances promises, car il sera modernisé à grands frais en F-47. Autre souci, selon l'état-major de l'armée de l'air française : la cruelle pénurie de pilotes pour ces appareils hors de prix.

Au Pentagone, l'US Air Force est très choyée, confirment les attachés militaires français. Le ministère de la Guerre vient de lui accorder une

commande supplémentaire de 28 bombardiers B-2 Spirit – 2 milliards de dollars pièce –, identiques à ceux qui ont tenté de détruire, avec des bombes de 17 tonnes, des sites nucléaires iraniens enterrés. Enfin, il est prévu de remplacer d'autres avions, mis à la retraite.

Poutine n'a pas à se plaindre : au bout de bientôt quatre années de guerre, l'Ukraine ne dispose toujours pas d'une véritable armée de l'air. Américains et Européens ont cédé à ses menaces et se sont refusés à fournir au pays les avions nécessaires. Kiev ne dispose donc que d'une trentaine de F-16 d'occasion, livrés par divers Etats européens (qui en avaient promis trois fois plus), de 5 Mirage-2000 français et de plusieurs dizaines de Mig et de Sukhoi ex-soviétiques. Rien de nature à effaroucher l'envahisseur.

Claude Angeli

La folle histoire d'une mine de fer devenue mine d'or

Les milliards de profits qu'elle laisse espérer ont mobilisé Sarkozy, Kouchner, Blair, le FBI et la Chine.

UN ELDORADO africain, une femme de président soudoyée, une guerre de milliardaires, des élus français jouant les affairistes, des diamants, des micros cachés, le FBI... La mine de fer guinéenne de Simandou, la plus grande du monde – elle pourrait couvrir près d'un dixième des besoins du globe –, qui vient d'entrer en exploitation, est au cœur, depuis quinze ans, d'aventures dignes de « James Bond ».

Tout commence par une scène racontée par « Le Canard » (11/9/13) : l'arrestation, le 14 avril 2013, à l'aéroport de Jacksonville (Floride), d'un businessman français appréhendé par les services de renseignement américains. Le gaillard venait de tenter de persuader Mamadie Touré, veuve de l'ex-dictateur de Guinée Lansana Conté, de détruire des papiers compromettants en échange de plusieurs millions. Manque de chance, la dame était barde de micros, dont l'avait équipée le FBI.

Sarko les Boko Offices

Les docs indésirables ? Les traces de versements – environ 10 millions de dollars – reçus quelques années plus tôt pour convaincre son président de mari de vendre Simandou au diamantaire franco-israélien Beny Steinmetz. Lequel l'avait comblée d'autres présents luxueux, tels des véhicules 4x4 ou des colliers de... diamants. Quand on aime... Cette pluie de cadeaux a,

en tout cas, produit son effet. En 2008, peu avant sa mort, et moyennant 160 millions de dollars, Conté cède la moitié de la mine à Steinmetz et dépossède son exploitant du moment, le groupe anglo-australien Rio Tinto. Quelques semaines plus tard, l'ami Beny revend la moitié de ses parts au géant minier brésilien Vale, pour 2,5 milliards. La culbute du siècle !

Hélas pour ce roi des affaires, après un intermède militaire (sanglant) de deux ans, la Guinée connaît les premières élections pluralistes de son histoire. Le nouveau président, Alpha Condé, entend récupérer la mine. Il a d'excellents amis français, tels que Vincent Bolloré ou Bernard Kouchner. Ce dernier enrôle le milliardaire George Soros et l'ex-Premier ministre britannique Tony Blair, qui lui prodiguent de bons conseils en vue, notamment, de réformer le Code minier. Évidemment, ce n'est pas gratuit.

Une énorme bataille de com' et d'influence s'ensuit pour évincer Steinmetz, qui entretient de puissants réseaux, comme en témoignent ses liens avec l'ex-Premier ministre israélien Ehud Olmert ou avec... Nicolas Sarkozy. En 2013, lorsque le récent vaincu à la présidentielle part en Israël pour soutenir une candidate des Français de l'étranger à une élection partielle, le diamantaire paie son voyage en jet privé ainsi que son séjour.

Malgré ces appuis, le temps se gâte pour Steinmetz, poursuivi pour corruption dans

quatre pays (USA, France, Suisse et Guinée). L'outragé attaque alors ses contradicteurs en justice – notamment « Le Canard » – mais se casse les dents ! En Suisse, où sont basées une partie de ses sociétés, il est condamné, en avril dernier, à trois ans de prison, dont dix-huit mois ferme. En Guinée, il échappe aux poursuites grâce à... Sarkozy (« Le Monde », 11/12/20), qui fait le voyage à Conakry pour amadouer Condé. En revanche, Steinmetz se voit contraint de verser la modeste somme de 1,1 milliard de dollars pour dédommager le brésilien Vale.

Passer la mine aux Chinois

Et qui, à l'arrivée, a mis la main sur cet eldorado ferreux ? La Chine, pardi ! La seule à pouvoir financer les gigantesques investissements – environ 23 milliards d'euros – que nécessitent les infrastructures

de la mine : 650 km de voies ferrées et un port en eau profonde. La première puissance commerciale du monde trouve ainsi un moyen de subvenir à ses énormes besoins, laissant environ 15 % des profits aux

Guinéens. La junte militaire qui a renversé Alpha Condé a, de son côté, renoncé à la folle ambition de contrôler ses richesses et son sous-sol.

Tout est rentré dans l'ordre. Jean-François Julliard



Macron recherche narcos désespérément

LE 18 NOVEMBRE, cinq jours après l'assassinat de Mehdi Kessaci (le frère du militant écologiste Amine Kessaci), Emmanuel Macron a convoqué en urgence un Conseil des ministres restreint. Très remonté, le Président a exhorté ses troupes à intensifier la lutte contre les narcos... mais pas seulement. D'après les informations du « Canard », il a exigé qu'en plus de la famille Kessaci trois magistrats, un journaliste et une personnalité politique marseillaise – tous dans le collimateur de la DZ Mafia – soient protégés par la police. L'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (Uclat) a illico été saisie afin d'évaluer le niveau de menace pesant sur chacun d'entre eux. Au terme de ce criblage, le ministère de l'Intérieur affectera un certain nombre de gardes du corps aux intéressés. Gare aux gorilles !

« A trois mois des municipales, Macron ne peut se permettre de laisser la peur s'installer à Marseille. Alors qu'il est très bas dans les sondages, l'opinion ne lui pardonnerait pas l'assassinat d'un proc, d'un journaliste ou d'un élu », prévient un préfet. D'ici à son déplacement annoncé à Marseille, sa ville fétiche, le 16 décembre, Emmanuel Macron doit impérativement engranger des résultats. « Il lui faut des scalps de trafiquants », souligne l'un de ses proches.

Plutôt que de miser sur de longues et fastidieuses enquêtes de la police judiciaire pour mettre le grappin sur des barons de la drogue cachés en France, le plus simple est d'obtenir l'extradition de ceux qui sont allés se mettre au vert aux Emirats arabes unis ou en Algérie.

Pieds-noirs et poudre blanche

Gérald Darmanin, le ministre de la Justice, a reçu pour mission de récupérer auprès d'Abu Dhabi une « quinzaine » de narcotrafiquants. La France avait déjà discrètement préparé le terrain en manœuvrant pour que le Parlement européen sorte les Emirats arabes unis de la liste grise des pays à haut risque de blanchiment. « Ce petit coup de pouce a permis de relancer la coopération policière et judiciaire, qui était au point mort », décrypte un expert de l'économie de la drogue. Jusqu'à présent, les Emirats faisaient figure de paradis pour blanchir l'argent de la poudre – une activité qui, au bas mot, et rien qu'en France, génère 6 milliards d'euros de chiffre d'affaires par an, selon la commission d'enquête sénatoriale consacrée aux narcos.

Laurent Nuñez, le nouveau locataire de la Place Beauvau,



Une épidémie de sondomanie frappe les élections municipales

LA CAMPAGNE vient à peine de démarrer que, déjà, c'est la foire à la saucisse sondagière! Enquêtes d'opinion menées par de faux instituts, résultats contradictoires, médias et candidats drogués aux coups de sonde... Le festival des marges d'erreur bat son plein! Echantillons.



• Amiens que ce soit l'inverse ?

« Le sondage qui fait peur à la droite. » Tel était le titre alléchant d'un article du « Courrier picard », le 13 septembre. Mené auprès de 2 500 personnes à l'initiative de l'équipe d'Aurélien Caron, candidat LR à Amiens (Somme), « ce sondage, commandé à Arpège »... n'en était pas un! Le 17 octobre, la Commission des sondages a tapé du poing sur la table. « Les personnes interrogées n'ont pas été choisies par l'entreprise Arpège de manière à obtenir un échantillon représentatif de la population amiénoise », a regretté l'autorité publique chargée de contrôler les enquêtes d'opinion.

De fait, le cœur de métier d'Arpège se situe à mille lieues du monde des études politiques. Cette société coopérative propose en réalité un service de « relations clients externalisé » aux PME qu'elle accompagne, leur promettant de les amener vers « le parcours client idéal ». Cet exemple amiénois est symptomatique d'une tendance: de plus en plus d'équipes de campagne font appel à des boîtes

low cost n'ayant pas la moindre expérience ni rigueur en matière de sondage... Arpège n'a plus qu'à réviser ses gammes!

• A Val-de-Reuil, des échantillons frelatés

Une élection locale peut vite se transformer en cauchemar pour les sondeurs, en raison de la difficulté à mobiliser des gens prêts à répondre. « Certains instituts renoncent d'ailleurs à mener des sondages dans des villes de moins de 30 000 habitants, parce qu'ils n'arrivent pas à trouver suffisamment de répondants », explique Alexandre Dézé, professeur en sciences politiques à l'université de Montpellier. Qui ajoute: « Les effectifs de personnes interrogées peuvent descendre à 400. Or, avec de tels échantillons, la fiabilité est réduite », les marges d'erreur augmentent (ici, plus ou moins 5 points), et la représentativité diminue.

Exemple à Val-de-Reuil (Eure), une ville de 13 000 âmes. Marc-Antoine Jamet, le maire (PS) sortant, y a chargé l'Ifop de tester le « climat politique » local. Un échantillon record de 401 habitants a répondu à des questions sur son bilan et son action: 43,5 % se disent « très satisfaits » et 49,9 % « plutôt satisfaits », soit un total... de 93,4 % de satisfaits! Kim Jong-un peut-il en dire autant?

Peu importe la crédibilité: l'élus socialiste, également secrétaire général du groupe LVMH, s'est empressé de communiquer tous azimuts sur ces chiffres gargantuesques. Pourquoi s'en priver?

Concernant l'action du maire, vous diriez que vous êtes :

- PLUS QUE D'ACCORD ☐
- TOUT À FAIT D'ACCORD ☐
- PLUTÔT D'ACCORD ☐
- SANS OPINION NÉGATIVE ☐

A.



• A Marseille, une bouillabaisse sondagière

A Marseille, le quotidien « La Provence » aime tant les sondages qu'il en a publié deux, à trois jours d'intervalle, avec des résultats complètement contradictoires! Samedi 8 novembre, le journal titre: « Martine Vassal en tête au premier tour », sur la base d'un sondage Ifop commandé par... l'association Les Amis de Martine Vassal. Dans cette enquête, menée du 28 octobre au 3 novembre auprès de 700 personnes, le RN est tenu à distance, donné en troisième position à l'issue des deux tours. Mais, mardi 11, changement de ton à la une: le quotidien dégaîne un sondage Cluster 17 où Martine Vassal dégringole de 6 points au premier tour et trébuche de la première à la troisième place, passant de 29 à 23 %. Le candidat du RN, lui, améliore son score de 6 points et fait jeu égal avec le maire sortant, le socialiste Benoît Payan, sur la première marche du podium, à 29 %. Coup de théâtre opéré en trois jours: chapeau, l'artiste!

Cette seconde étude a été conduite peu après la première, du 4 au 7 novembre, sur un échantillon à peine plus important de 816 personnes. L'une a été menée par téléphone, l'autre par Internet. De quoi expliquer un tel décalage? Frédéric Dabi, le directeur général de l'Ifop, fait surtout valoir « l'incertitude qui règne chez les électeurs à Marseille » à cinq mois du scrutin, et agite l'absence de « cristallisation » des intentions de vote. Une parade aussi grosse qu'une sardine dans le Vieux-Port!

• A Bordeaux, un goût de bouchons

A Bordeaux, les sondages jouent le rôle d'arbitre. Les candidats Thomas Cazenave (Renaissance) et Nathalie Delattre (Parti radical) aimeraient tous deux incarner l'alliance de la droite et du centre. Dans un premier temps, ils s'étaient accordés pour commander une étude qui les départagerait. Hélas! ils ne sont jamais parvenus à s'entendre sur les questions à poser. Résultat: chaque équipe a commandé sa propre enquête d'opinion – Cazenave avec OpinionWay, Delattre avec l'Ifop –, mais aucune n'engagera l'équipe adverse. Le sondage lancé par le candidat macroniste lui a donné un léger avantage (« L'Opinion », 20/11). Les résultats du sondage commandé par cette dernière devraient être connus le 27 novembre. Quel suspense!

« L'exemple bordelais est tristement révélateur de l'emprise croissante des sondages sur la vie politique, se lamente un conseiller ministériel. Alors qu'un vote des militants ou des sympathisants aurait pu être organisé

DANS LES PETITS VILLAGES ON A GARDÉ LA MÉTHODE TRADITIONNELLE...



pour départager les candidats, on préfère se référer à une enquête d'opinion, qui ne préjuge en rien de ce que sera la dynamique de campagne de la personnalité choisie. Mais les états-majors politiques et les médias sont drogués aux sondages... » Et aux hallucinations qui vont avec!

Clara Bamberger et Yann Voldoire

Le duty free de Mulhouse se prend une Bâle

AVEC ses 9 millions de passagers en 2024, ses 30 compagnies et ses 100 destinations, l'aéroport de Bâle-Mulhouse est fier de son statut de « seul aéroport binationnel au monde ». Il reste, en revanche, plus discret sur la particularité de son duty free, le « seul » de France dans lequel des produits interdits à la vente sont proposés aux voyageurs.

Comme l'a relevé un lecteur du « Canard », on peut s'y offrir des cartouches et des paquets de cigarettes avec les logos des marques bien visibles, alors qu'ils sont illégaux depuis le 1^{er} janvier 2017. On y trouve aussi des cigarettes mentholées, interdites dans l'Union européenne depuis mai 2020 car jugées plus dangereuses pour la santé.

Gabelous éclopés

Interrogée par le Volatile, la direction de l'EuroAirport – son nom officiel – tousse... et renvoie vers le suisse Avolta, qui exploite ces commerces fumeux. Leader du secteur, ce dernier a eu beau aligner 110 millions d'euros de bénéfices en 2024, il demeure muet comme un banquier helvète.

Situé sur le territoire français, l'aéroport de Bâle-Mulhouse est bien soumis à la loi hexagonale, ce que confirme un jugement rendu le 26 juin dernier par le tribunal de Metz: une « installation située dans l'enceinte de l'aéroport [entre] dans la catégorie des commerces annexes soumis au droit français [et]

dans le champ de contrôle de l'administration française ». Las! depuis huit ans que le Code de la santé publique a mis les logos des cigarettiers au ban, l'administration régionale des douanes n'a jamais jugé bon – c'est ballot – de faire appliquer la loi.

Un peu gênée, la Direction générale des douanes, à Bercy, jointe par « Le Canard », promet que « des contrôles vont prochainement être effectués pour, le cas échéant, remettre la situation en conformité avec le droit français ».

Ni une ni deux, les gabelous locaux ont déjà discrètement prié Avolta de ne plus commercialiser que des produits autorisés dans l'Union européenne. Quelle réactivité!

David Rousset



Brigitte Macron casse la tirelire des Pièces jaunes

DEPUIS 2022, Brigitte Macron a puisé 2 millions d'euros dans le budget des Pièces jaunes pour donner un petit coup de pouce à e-Enfance, qui lutte contre les violences subies par les mineurs sur Internet. Heureuse coïncidence: cette association est dirigée par Justine Atlan, l'une de ses bonnes amies, par ailleurs trésorière du think tank macroniste Renaissance numérique.

L'épouse du chef de l'Etat préside la Fondation des Hôpitaux, qui, chaque année, collecte les dons pour les Pièces jaunes et en assure la redistribution via des appels à projets. La générosité publique a pour but d'améliorer le quotidien des enfants hospitalisés, de leurs familles et des soignants. Pas vraiment le truc d'e-Enfance, dont la mission première est de signaler les contenus illicites en ligne aux autorités et aux plateformes, qui rémunèrent l'asso pour ce travail.

Première d'âme charitable

Officiellement, le soutien de la Fondation – 2 millions d'euros sur trois ans, donc – devait permettre à e-Enfance de prendre en charge un plus grand nombre d'appels sur sa hot-line, le 3018. Fin 2023, Elisabeth Borne, alors Première ministre, annonça à la surprise générale que le 3018 devenait le numéro unique de lutte contre le harcèlement. Le 3020, la ligne d'écoute historique, labellisée par Santé publique France, disparaissait ainsi du pay-

sage, et avec elle sa dizaine de psychologues expérimentés, tous licenciés pour motif économique.

Résultat? Les appels ont triplé, mais le taux de réponse est passé de 80 % à 30 %. D'où, en 2023, la nécessité pour Atlan, qui bénéficie déjà de subventions publiques, de recruter huit nouveaux écouteurs, afin de porter l'effectif à 20. Problème: le cahier des charges des Pièces jaunes, auquel sont soumis les établissements de santé, « exclut la rémunération des personnels permanents » et les « frais de fonctionnement des associations ». Il y a dû y avoir de la friture sur la ligne...

Le chèque devait aussi permettre à e-Enfance de sensibiliser aux pièges du numérique les 1 200 salariés des Maisons des adolescents, déjà en partie financées par la Fondation. Mais l'association reconnaît n'avoir formé que 159 per-

sonnes en 2024 – essentiellement en visioconférence. Là aussi, la formation est exclue des appels à projets des Pièces jaunes.

Le pactole aurait-il permis de financer le déménagement d'e-Enfance dans des locaux flamboyants à deux pas de la Bourse de Paris, inaugurés en grande pompe en février 2023 par... la première dame? « Il n'y a pas eu de favoritisme! se défend la directrice de la Fondation des Hôpitaux, Marion Cinalli. Notre soutien à e-Enfance entre parfaitement dans notre action. » Elle précise que l'institution – contrôlée par la Cour des comptes en 2020 et en 2021 – est tout à fait capable de s'opposer aux demandes de sa présidente. Ah oui? Le cabinet de Brigitte Macron n'a pas répondu aux questions du « Canard ».

Il n'est pas du genre à être aux pièces?

Jérôme Canard

Le Samu de Paris, oublié du 13-Novembre

EN REGARDANT l'homage aux 132 victimes des attentats du 13-Novembre diffusé à la télévision, le personnel du Samu de Paris a bien noté la présence des sapeurs-pompiers, des policiers du Raid et de la BRI, et celle de la Protection civile. Et il a déploré de ne pas avoir été invité.

Une assistante de régulation médicale a écrit un e-mail à son service pour s'en émouvoir. Cette absence, a-t-elle expli-

qué, a généré « un sentiment de vide et d'injustice silencieuse ». Le 13 novembre 2015, elle répondait aux appels au secours avec, en bande sonore, le bruit des kalachnikov. Elle estime que la présence du personnel du 15 aux cérémonies commémoratives « n'aurait pas seulement eu une portée symbolique: elle aurait été un hommage nécessaire à [ses] équipes, à leur dévouement et à ce qu'elles ont traversé ». Samu dans les brancards!

En réaction, le professeur Frédéric Adnet, patron du service, a dû panser les plaies: « Effectivement, le Samu de Paris a été « oublié » pour les commémorations des attentats de novembre 2015. Nous sommes intervenus auprès du chef du protocole (de la Mairie de Paris) pour marquer notre étonnement, et nous avons insisté pour qu'une délégation soit présente. »

Seul le docteur Patrick Pelloux a représenté le Samu lors de l'hommage, place Saint-Gervais. Six soignants étaient par ailleurs présents à l'Hôtel de ville... dans la salle de retransmission. La Mairie confirme que, « la priorité ayant été donnée aux familles, le Samu a été traité comme les autres délégations de secours ».

Tout est pardonné?

Fanny Ruiz-Guindos et Louise Colvert



BUDGET : ON REPART DE ZÉRO



Un Russe indésirable au dîner parisien d'EDF

ATOMES et salade russe: tel est le menu de la réunion-dîner organisée, le 20 novembre à Paris, par la direction d'EDF. Selon les informations du « Canard », elle avait convié un invité vedette: Kirill Borisovich Komarov, directeur adjoint et membre du conseil d'administration de Rosatom, le géant moscovite du nucléaire. A ces agapes, censées se tenir au Sofitel Paris Arc de Triomphe, puis déplacées dans un lieu plus discret, participaient Bernard Fontana, le pédégé d'EDF, Grégoire Ponchon, son successeur à la tête de Framatome, et Catherine Cornand, la pédégère d'Arabelle Solutions (turbines).

Grain de sable dans le réacteur: Kirill Komarov figure en bonne place sur la liste noire de l'Office of Foreign Assets Control (Ofac) du département du Trésor américain, qui surveille l'application des sanctions à l'encontre (entre autres) des compatriotes de Poutine impliqués dans le conflit russo-ukrainien. Commentaire d'EDF sur cette sulfureuse invitation: « Pas de commentaire ». Et pas de démenti non plus...

Selon les termes de l'Ofac, « les personnes désignées [dans la liste noire] permettent à Rosatom de participer au complexe militaro-industriel et au secteur de la défense russes (...), ainsi qu'à des activités malveillantes, notamment l'occupation de la centrale nucléaire de Zaporizja, en Ukraine ».

J. C.

La Guadeloupe s'offre un consultant à 39 millions

DEPUIS plusieurs mois, l'Office européen de lutte antifraude (Olaf) enquête sur les subventions versées par l'Europe à la Guadeloupe pour mettre en conformité ses stations d'épuration, dont plus des trois quarts sont défaillantes. A cette enquête au vent mauvais pourrait s'ajouter une autre: le Parquet européen vient de demander à l'Olaf d'examiner les relations à la région, présidée par Ary Chalus, et l'un de ses consultants, le Groupe Sirius,

un cabinet d'audit spécialisé dans les fonds européens.

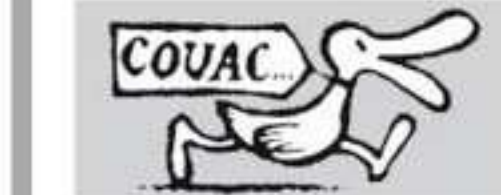
Pour gérer la manne qui lui est allouée – 915 millions d'euros pour la période 2021-2027 –, la Guadeloupe s'appuyait sur un service d'une quinzaine de salariés. Mais, début 2020, Chalus a estimé que cette organisation interne était déficiente. Il a lancé plusieurs appels d'offres d'assistance technique auprès de cabinets de consultants. Montant total à se partager: 39 millions d'euros, en partie financés sur... les fonds européens. Tout se recycle!

Étonnamment, les contrats ont été rafés par un seul cabinet: le Groupe Sirius, racheté en 2023 par XRL Consulting. Contacté par courriel, son président, Laurent Sohm, n'a pas répondu au Palmipède. Xavier Rolland, responsable du groupe à la Guadeloupe, explique, lui, que la présence de ses « 57 consultants » dans les locaux de la région a pour but de « faciliter les échanges avec les instructeurs et les référents techniques ». Il précise qu'à ce jour, sur les 39 millions d'euros de contrats gagnés avec la région, seulement 7,73 millions ont été effectivement facturés. Une misère... Contacté, le conseil régional est aux abonnés absents.

Ses conseils ne lui ont pas dit quoi répondre?

J. C. et J.-L. L. T.

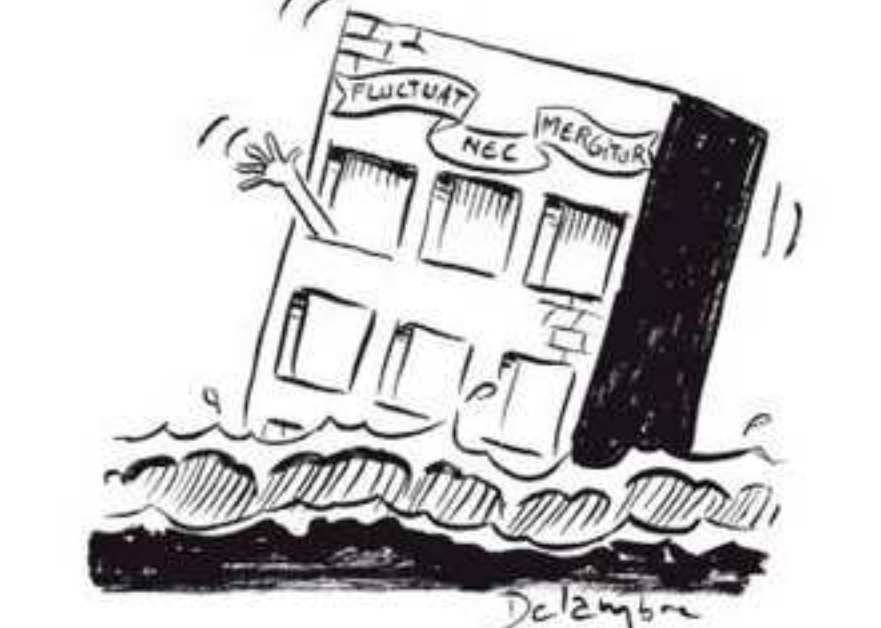
Paris Habitat prend l'eau



DANS L'APPARTEMENT du XIII^e arrondissement de Paris où vivent Soraya, son mari et leurs enfants de 6 et 8 ans, l'air est irrespirable. Les murs sont détrempés, les chambres noircies de moisissure, la peinture est cloquée. Seule solution pour supporter l'atmosphère ambiante: laisser les fenêtres ouvertes, le chauffage allumé... et faire revenir les mêmes le plus tard possible de l'école histoire de préserver leur santé.

Tout a commencé en mai: deux fuites se déclarent, venant de la plomberie de la voisine du dessus. L'affaire se règle entre assurances. Mais une fuite persiste, qui semble provenir de la colonne d'eau traversant les appartements. L'office HLM de la capitale, Paris Habitat, est informé. La réparation lui incombe.

Soraya multiplie les alertes, en particulier quand, en septembre, les meubles du haut de sa cuisine s'écrasent au sol puis qu'elle est victime d'un traumatisme crânien parce



qu'un morceau de placo lui est tombé sur la tête... Pas de quoi affoler les services de Paris Habitat, qui attendent un mois avant de dépêcher un expert. Lequel confirme que la colonne a un problème. Sans blague?

Le 7 novembre, ladite colonne est réparée, « avec retard de la part du prestataire », reconnaît le bailleur. Pourtant, l'humidité demeure, et la flotte qui imprègne les murs présente toujours un danger

électrique. Le réfrigérateur est branché par une rallonge à une prise du salon, seule pièce relativement égarée.

Soraya sonne à toutes les portes, elle supplie qu'on la reloue: la Mairie est sollicitée, ainsi que les services sociaux, le bailleur et « Le Canard ». Contacté par le Palmipède le 14 novembre, Paris Habitat prend soudain le sujet au sérieux. Le 17, par téléphone, le bailleur propose à Soraya de loger sa famille à l'hôtel pour une durée indéterminée. Mais qui dit hôtel dit resto... La maman refuse, expliquant qu'elle n'a pas les moyens de dîner dehors tous les soirs... « Nous allons leur proposer un appart hôtel, assure au « Canard » la direction le 21 novembre. Pour dix jours maximum, le temps de trouver un logement provisoire. D'autant que ça va nous coûter cher... » Cette promesse, le 25 novembre, attendait toujours d'être respectée.

Paris Habitat insalubre?

Lauriane Gaud

ZigZag

ENCHÈRES ET EN OS

Des cheveux de Claude François ont été mis en vente parmi plus de 400 lots ayant appartenu à des stars de la chanson française, de Johnny Hallyday à Serge Gainsbourg en passant par Michel Polnareff, lors d'enchères organisées chez Drouot, le 22 novembre. Estimée entre 1 000 et 1 200 euros, la mèche n'a trouvé preneur que pour 780 euros, faisant « jeu égal avec deux peignes de Johnny Halliday ». Ces derniers, qui contenaient aussi quelques cheveux, n'étaient pourtant estimés qu'« entre 250 et 300 euros » (« Les Echos », 24/11).

Comme quoi rien ne vaut une mèche de Johnny pour « allumer le feu » !



ON NE SAIT PLUS COIFFEUR

A Méré (Yvelines), il sera bientôt possible de faire laver sa voiture pendant qu'on se fait couper les cheveux, tailler la barbe ou épiler les jambes, le tout dans un même local de 800 m². L'un des trois entrepreneurs à l'origine de ce projet explique au « Parisien » (22/11) : « On part du principe que les gens ont de moins en moins de temps et recherchent de plus en plus ces formules tout-en-un. On aurait aussi pu imaginer de coupler la coiffure avec une salle de sport. »

Muni d'un sac de frappe pour s'entraîner à donner des coups de (sham)poing?

PÂTES PATROUILLE

Mamma mia! Le ministre italien de l'Agriculture, Francesco Lollobrigida, s'est égaré en constatant que la supérette privée du Parlement européen à Bruxelles proposait des pots de sauce carbonara... à la crème (« Le Figaro », 22/11). Le petit-neveu de la célèbre actrice en a fait tout un drame, dénonçant une « pratique trompeuse » qui pourrait « induire le consommateur en erreur, détériorant la réputation du vrai made in Italy ».

Bah... est-ce que les habitants de Cavallon s'offusquent de la détérioration de l'image de leurs Meloni?

Tempête financière à Fort Boyard

Pour renflouer le monument star, menacé par l'érosion, la patronne de la Charente-Maritime torpille ses budgets.

LA TÊTE du conseil départemental de la Charente-Maritime, Sylvie Marcilly, une fidèle d'Edouard Philippe, vient de pousser ce cri (« Le Marin », 29/10) : « J'estime que c'est mon devoir de sauver le fort Boyard. » Achevé en 1866, le célèbre édifice, propriété du département, montre des signes de fatigue face aux tempêtes et à l'érosion. Pas de panique pour autant : d'après l'architecte du patrimoine Delphine Gramaglia, chargée de la mission de restauration, le fort pourrait attendre encore vingt à quarante ans sans risque. Mais, politiquement, sa remise en état est devenue une urgence pour la présidente Marcilly, qui entend laisser son empreinte sur les vieilles pierres du monument historique.

Problème : afin de redonner son faste d'antan au fort, il faut trouver un trésor. Pour la reconstruction des protections maritimes, le remaillage des fissures, l'électrification par câble sous-marin, etc., il faut, pouvoir aligner, au bas mot, 44 millions d'euros. Soit le prix de deux collèges tout neufs! Pour commencer, Marcilly a décidé de dégager 10 millions d'investissements des caisses de son département et d'y ajouter 15 millions d'emprunts. Pour le reste des fonds, elle a lancé une belle campagne... qui prend l'eau.

Chasse au trésor

Depuis dix mois, la malheureuse et son équipe font la quête. L'opération, baptisée « Sauvons le fort Boyard », fait l'objet de multiples clips promotionnels avec, en vedette, notre Monsieur Patrimoine, Stéphane Bern, et la star locale de la pâtisserie, Nina Métayer. Il y a aussi les appels aux dons sur France 2, l'affichage tous azimuts... Bilan des opérations : seulement 573 141 euros récoltés. « On est loin des 700 millions de Notre-Dame », persifle un élu du cru. Sans compter que la seule com' de cette campagne coûte 50 000 euros par an...

Marcilly a bien demandé d'intégrer la rénovation du fort au contrat de plan Etat-Régions 2021-2027, mais ladite région n'a pas validé de subvention pour l'instant. Alors l'élue Horizons racle les fonds de tiroir de son département.



D'abord en piochant dans la gagnotte des droits de mutation à titre onéreux, gonflés par l'arrivée massive d'urbains sur le littoral après le Covid. Pour Fort Boyard – et pour un contournement routier –, la présidente vient d'y prélever la bagatelle de 9,5 millions!

Elle taille aussi dans les budgets destinés à l'action sociale et culturelle. Le conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement vient ainsi de se voir délesté de 1,5 million d'euros, pour la deuxième année consécutive. La mission de cette agence publique consiste à accompagner l'adaptation des bâtiments au changement climatique... L'adaptation de Fort Boyard passe avant.

Les aides aux associations en tout genre ont été rabotées de 50 %! Y compris la salle de cinéma et de spectacles Le Palace, dans la bourgade de Surgères, qui a vu son aide s'effondrer de 50 000 à

22 562 euros en un an. « Je ne sais pas si nous pourrions continuer de proposer des spectacles aux scolaires avec une telle baisse », alerte son directeur, Jérôme Wagnon. Les élèves auront droit à des rediffusions avec le Père Fouras?

La société productrice de l'émission de France 2, Adventure Line, elle, profite largement des retombées de Fort Boyard mais ne verse qu'un loyer total de 100 000 euros, pour occuper les 2 689 m² de l'édifice pendant les quatre mois de tournage annuels. La convention d'occupation des lieux qu'a consultée « Le Canard » l'atteste. 9,30 euros par mètre carré et par mois carré, ce n'est même pas le prix moyen des loyers en Charente-Maritime (13 euros)! Aux dernières nouvelles, la présidente du département a décidé d'augmenter la contribution d'Adventure Line de 50 000 euros, mais seulement pour la durée des travaux. Ne nous fâchons pas... surtout avec de vieux amis.

Les locaux de la boîte de prod et l'embarcadère utilisé pour les tournages se trouvent en effet à Fouras-les-Bains, ville dont Marcilly fut la maire pendant treize ans, jusqu'en 2021, avant de passer la main à son adjoint. Les retombées de l'émission profitent évidemment à la commune. Lex-édile, contactée par « Le Canard », n'a pas souhaité répondre à la question de savoir comment elle comptait combler le gouffre financier de son projet.

Une énigme à laquelle elle va devoir vite répondre, au risque de perdre la clé de la salle du trésor...

Jérôme Canard

Un lézard sous les drones

UNE USINE de drones sous-marins sur la Côte d'Azur, à 10 km du fort de Brégançon, en plein cœur d'un quartier résidentiel dans une ville prisée des touristes, en voilà une belle idée!

C'est celle de Naval Group, poids lourd français de la construction navale de défense, 32^e vendeur d'armes au niveau mondial. Le groupe compte inaugurer fin 2027 à La Londe-

les-Maures (11 000 habitants l'hiver, plus de 50 000 l'été) un « centre d'excellence » ultramoderne. Attention les chiffres: 22 ha, 550 salariés et, en prime, une zone d'activité tertiaire avec un parking de 540 places (dont 90 pour les motos), un resto d'entreprise et, attenants, un trois-étoiles de 80 chambres, 25 pavillons, un équipement sportif, deux parkings d'un total de 100 places, un parc en bord de mer de 3 500 m². Attirer les touristes avec des drones de guerre, génial!

Sauf que. Le site prend souvent l'eau. Il a été inondé en 2005, en 2010, en 2014 (par deux fois) et en 2018. Giuseppe Durelli, le président de l'association Les Amis des Bormettes : « Si le plan de prévention des risques naturels d'inondation, qui pourrait prescrire des interdictions de construire, notamment sur le site de Naval Group, était à jour sur la commune, la question de cette usine ne se poserait même pas. Mais voilà : sa dernière édition date de 2005. » Et tout est permis. Selon le ministère des Armées, l'industriel « s'est engagé à améliorer la situation hydraulique de la zone, en préservant le niveau de perméabilité du site grâce à des choix

architecturaux qui renforcent l'écoulement hydraulique (majorité des bâtiments sur pilotis, suppression des obstacles à l'écoulement) ».

Naval Group touché, pas coulé

Autre problème : la future usine est à proximité de deux zones Natura 2000, de deux zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (dont une limitrophe), avec de nombreuses espèces protégées (tortue, dauphins, chauves-souris, reptiles...). Sur le site même de l'usine, on en trouve à la pelle. Comme le lézard ocellé.

C'est ce qui a fait bondir l'autorité environnementale régionale. Trois semaines avant l'enquête publique qui s'est déroulée cet été, elle a dégainé des recommandations, tiquant notamment sur l'étude d'impact de Naval Group, pour lequel le lézard ocellé, qui figure sur la liste rouge des espèces menacées, serait « absent de la zone d'étude ». Pourtant, le plan national d'actions en faveur de ce reptile « identifie le site de projet

comme une « zone de présence hautement probable »... Et recommande à l'industriel de se retroucher les manches pour « rechercher sa présence sur le site d'étude et à sa périphérie à l'aide de moyens adaptés, ou de considérer l'espèce comme potentiellement présente ». Un lézard aurait donc une chance contre des drones? Allons...

Quant à l'augmentation du trafic routier à venir, si la mairie assure que « le projet ne générera pas de saturation », les riverains, eux, ont calculé qu'il y aurait « 825 véhicules en plus par jour dans leur secteur »... Heureusement, Naval Group a tout prévu : pour réduire les allées et venues, ses collaborateurs « bénéficieront de deux jours de télétravail par semaine », indique la mairie. Imparable. La société indique au « Canard » que son plan va « au-delà des exigences réglementaires en matière environnementale ». La preuve, « la commission chargée de l'enquête publique a émis en septembre 2025 un avis favorable au projet ». Et la mairie prévoit de délivrer le permis de construire au premier trimestre 2026... Le lézard ocellé à quelques mois de répit.

Professeur Canardeau



Un préfet énervé

« C'EST parce qu'il est noir que mon client n'a pas pu obtenir de rendez-vous ? » En prononçant cette innocente question lors d'une audience du tribunal administratif de Montpellier, l'avocate Sophie Mazas s'est attiré les foudres du préfet François-Xavier Lauch. Dans un courrier au ton bien sec (12/11), celui-ci l'invite à « user de davantage de mesure ». Et, s'il la reprend à critiquer son « administration » avec « ce type de propos diffamatoires », le représentant de l'Etat n'hésitera pas à « ester en justice ». On ne plaisante pas avec ce haut fonctionnaire, qui fut aussi, dans une autre vie, chef de cabinet de Macron.

Mais son avertissement est parfaitement inhabituel, voire complètement incongru. Car, au tribunal, l'avocat est censé bénéficier de l'immunité de plaidoirie, c'est-à-dire d'une liberté de parole absolue. C'est d'ailleurs ce

qu'a rappelé Sophie Mazas au préfet dans une lettre de réponse : « A l'audience, sous le contrôle du juge qui en dispose de la police (sic), tout se plaide. »

En prononçant cette phrase provocante, elle dit avoir voulu utiliser un « moyen rhétorique » pour remporter son malheureux combat du jour : obtenir un rendez-vous à la préfecture afin que son client puisse renouveler son titre de séjour. Présent légalement en France depuis 1984, l'homme de 69 ans est originaire du Cameroun. En juillet dernier, la préfecture a refusé d'instruire sa demande de renouvellement de titre de séjour ». Au terme de sa plaidoirie, contestée, le tribunal a donné raison à M^e Mazas et a « enjoint » au préfet de l'Hérault de « procéder à l'examen de la demande de titre de séjour ». Ce qui, visiblement, ne l'a pas ravi...

Y. V.

ZigZag

MIROIR CONTEMPORAIN

A Taiwan, un employé de musée a détruit l'œuvre d'art d'un de ses compatriotes en nettoyant ce qu'il pensait être un miroir sale. L'œuvre faisait partie d'une installation « composée de multiples objets de décoration, dont le fameux miroir poussiéreux ». Lequel, nous explique « leparisien.fr » (18/11), « permettait, dans ce cadre, de symboliser la disparition et la transition, la transformation des individus face aux changements ».

Pour se faire une idée de ce que l'art contemporain symbolise pour cet employé, un indice : il a nettoyé le miroir avec... du papier-toilette.

DRÔLES DE ZIGS

■ GIL DEZER, promoteur immobilier à la tête de Dezer Développement, une boîte pour clients très fortunés, a une devise : « Le luxe ultime, c'est l'intimité » (« The Wall Street Journal », 21/11). La preuve : dans un gratte-ciel en construction au nord de Miami, les résidents « disposeront chacun d'une piscine privée installée sur une vaste terrasse ». Encore mieux, ils « pourront utiliser des ascenseurs à voitures pour monter directement chez eux et garer leur véhicule dans des « parkings aériens » attenants, sans avoir à recourir aux services de voitures ou à passer par la réception ».

Bientôt un remake du film de Louis Malle « Ascenseur pour les châtis »?



■ L'ABBÉ PHILIPPE BOYER, curé d'Aurillac, a eu les honneurs de nombreux journaux étrangers, du « New York Times » à « Der Spiegel », pour avoir fait affiner des jambons dans la tour nord de la cathédrale de Saint-Flour (Cantal).

En 2023, la direction régionale des affaires culturelles lui avait demandé de cesser son activité pour raisons de sécurité, avant d'être contredite par Rachida Dati, visiblement très soucieuse de l'avenir du jambon d'Auvergne. Un sacré coup de pub pour l'abbé, pas peu fier de révéler au « Figaro » (22/11) que « le 500^e jambon qui sèche actuellement sera apporté au pape Léon par l'ensemble des prêtres du diocèse en février »!

L'accomplissement de la quête du Gras?

CONFLIT DE CANARD

La fin des haricots

SONNEZ, bidons! Les fabricants de pesticides additionnent les bonnes nouvelles.

Pour Noël, Bruxelles leur prépare un joli cadeau. Le commissaire européen à la Santé a carrément proposé que les autorisations de mise sur le marché des insecticides, herbicides et autres fongicides soient délivrées ad vitam aeternam. Actuellement, le droit de commercialiser un pesticide est accordé pour dix à quinze ans seulement. S'il veut continuer de vendre son produit, l'industriel doit déposer une nouvelle demande, qui sera passée au crible par les agences sanitaires de l'Union européenne. Cette chouette idée poussée par ce commissaire hongrois figurera mi-décembre au menu bruxellois.

Les substances les plus dangereuses ont beau ne pas être concernées, l'association écologiste Génération futures a fait son petit calcul. Depuis 2011, la réévaluation systématique des pesticides a tout de même permis d'écarter 22 cochenilles, jugées trop toxiques pour la santé ou l'environnement au regard des dernières données scientifiques. Parmi lesquelles le chlorpyrifos, un insecticide neurotoxique, ou encore le phosmet, un organophosphoré qui bousille la faune aquatique

et vous flingue le foie. Autant dire que, si Bruxelles donne son feu vert aux autorisations éternelles, on va déguster...

Autre raison de satisfaction pour l'agrochimie : l'Etat, main dans la main avec le lobby des pesticides, vient de monter au créneau contre un arrêt de la cour d'appel administrative qui ordonnait à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation (Anses) de repasser au tamis, dans les deux ans, toutes les autorisations de commercialisation de produits phytosanitaires. Motif : les données scientifiques les plus récentes ne sont pas suffisamment prises en compte, comme l'exige la réglementation européenne.

Quoi qu'il en soit, le gouver-

nement n'arrête pas de canarder l'Agence, cet empêchement de pestocider en rond. Le patron de l'Anses, qui avait défendu l'indépendance de sa boutique, menacée par la loi Duplomb, vient d'être forcé de faire ses cartons (« Le Canard », 19/11). Tout ça alors que l'Anses doit se coller les crises sanitaires et 4 000 dossiers par an concernant, pêle-mêle, les pesticides, les engrais et les médicaments vétérinaires, et qu'elle manque d'oseille, vu que la redevance acquittée par les industriels du phytosanitaire ne couvre même pas la moitié des frais d'instruction, qui s'élèvent à 16 millions d'euros par an.

Les fabricants de pesticides peuvent continuer de se bidonner...



Débourrage de crâne

QU'EN PENSERAIT CABU ? Les pacifistes sont de plus en plus inaudibles. Se dire pacifiste aujourd'hui? Idiot, ridicule, angélique, criminel! Oui, monsieur, à l'heure où Poutine nous menace, c'est d'une naïveté crimi-nel-le. C'est l'inviter à nous écraser.

Faut réarmer. Ré-ar-mer. Militairement, moralement. Faut que notre pays soit « prêt à accepter de perdre ses enfants », clame, mardi 18 novembre, le général Mandon, chef d'état-major des armées. Le surlendemain, le gouvernement publie un « guide de survie » avec la liste des trucs à avoir chez soi pour tenir soixante-douze heures en cas de crise majeure. Cette semaine, Macron annonce un nouveau service militaire. Tir groupé.

Face à ce bourrage de crâne militariste, deux livres fort utiles viennent de sortir. Le premier est écrit par Pierre Douillard-Lefevre. En 2007, à l'âge de 17 ans, manifestant avec des amis lycéens, il avait été éborgné par un tir policier de Flash-Ball. Autant dire que, la violence d'Etat, cet « enfant de la France » la connaît bien! Et qu'il y a réfléchi. Il a conçu « Maudite soit la guerre » (1) comme une boîte à outils qui aide à « reconstruire une conscience antimilitariste populaire ». Très didactique et aussi entraînant qu'une « Marseillaise »!

Autre ouvrage, le « Manuel citoyen de défense civile non-violente » (2), que vient de mettre en ligne sur son site le



MAN, le Mouvement pour une alternative non-violente. Pour ces militants, il ne s'agit pas simplement de « tenir bon », comme l'enseigne le « guide de survie » macroniste. Leur perspective est tout autre. Au-delà d'une invasion militaire, ils envisagent la possibilité d'un régime ultra-autoritaire, un coup d'Etat, une

tentative de déstabilisation de nos sociétés par une dictature extérieure ». Face à ces menaces, ils ne comptent pas que sur les forces de sécurité (armée, police, gendarmerie).

A nous, disent-ils, de « défendre activement nos libertés et nos droits, refuser d'obéir aux ordres illégitimes, ne pas se soumettre à un pouvoir usurpateur ou illégitime, renforcer nos solidarités et préserver notre démocratie et nos libertés ». A leurs conseils pratiques, ils ajoutent le récit d'exemples historiques, comme, en 1986, le blocage des chars du tyran philippin Marcos et son renversement par une opposition pacifique, ou, en 2000, la résistance civile qui, en Serbie, fit chuter le dictateur Milošević...

On voit bien que, dans leurs scénarios, nos non-violents n'oublient pas l'arrivée probable d'ici peu de Bardella au pouvoir. Le RN ne cesse de répéter que Macron « en fait trop sur la menace russe » et pas assez sur « l'ennemi intérieur ». Le jour où Bardella sera président, nos armées réarmées seront inutiles. La France accueillera les Russes à bras ouverts. Pacifiquement. Cabu se marrerait. Puis se gratterait la tête...

Jean-Luc Porquet

(1) Divergences, 160 p., 16 €.

(2) 80 p., 5 €.

Et aussi : « Abolir l'armée », par l'Union pacifiste de France, Éditions du monde libertaire, 240 p., 10 €.

La Voix de Hind Rajab

(Allô maman Gaza)

« J'AI PEUR... Viens me chercher... Ne me laisse pas seule » Le 29 janvier 2024, le Croissant-Rouge, à Ramallah, reçoit l'appel d'une petite fille de 6 ans, Hind, coincée, dans le nord de Gaza, à l'intérieur d'une voiture criblée de balles, auprès des cadavres de son oncle, de sa tante et de ses cousins, baignant dans leur sang. Tout autour, des chars israéliens menaçants. Sa cousine Layan, 15 ans, vient de mourir en direct. Pendant des heures, les secouristes remuent ciel et terre pour lui envoyer une ambulance. Ils tremblent, pleurent, enragent. Face à l'urgence absolue, face aux tirs qui reprennent et la blessent, ils sont absolument impuissants. Ils peuvent juste maintenir le fil téléphonique, infiniment fragile, avec l'enfant, lui parler tendrement, la faire rêver à la mer... Mais Hind sait qu'elle va mourir.

Au centre de cette reconstitution poignante menée du point de vue des secouristes dans leurs bureaux transparents, Kaouther Ben Hania a placé l'enregistrement véritable de la voix de Hind Rajab. La réalisatrice tunisienne féministe des « Filles d'Olfa » (2023) a voulu « offrir un écrin à la voix » de la fillette morte, sertir cet éclat de réel



dans une histoire « façonnée par les voix de ceux qui l'ont vécue ».

Elle a tourné à Tunis et s'est entourée d'acteurs palestiniens ayant conscience d'être les porte-parole, les porte-douleur de Gaza. D'où la force bouleversante de ce film franco-tunisien, couronné par le grand prix à Venise et qui représentera la Tunisie aux Oscars.

Soutenu par de grands noms du cinéma – de Brad Pitt à Alfonso Cuarón, en passant par Jonathan Glazer –, il doit sortir, à ce jour, dans 48 pays. Mais pas en Israël.

David Fontaine

Les films qu'on peut voir cette semaine

Bugonia

Et si la disparition des abeilles sur terre préfigurait la domination extraterrestre? Un manutentionnaire américain qui a embarqué son cousin dans ses théories cosmiques enlève la patronne d'un labo de Big Pharma... pour lui faire avouer qu'elle est andromédienne!

Tourné en VistaVision (format extra-large!), ce film de Yorgos Lanthimos est un coup de maître sidérant qui, à partir d'un coup de folie complottiste, renverse la perspective et ouvre des abîmes inter-didactaux de réflexion. Emma Stone a coproduit ce remake du film coréen « Save The Green Planet! » (2003) et y joue brillamment face à l'excellent Jesse Plemons et au promoteur Aidan Delbis. – D. F.

Hell In Paradise

Un hôtel de luxe donnant sur des plages de rêve, le délice tropical partout. Même si Nina n'est pas cliente mais hôtesse dans cet éden pour touristes, en Asie du Sud-Est, elle savoure. Or, après un grave accident, elle risque soudain une éternité de prison.

L'efficacité de ce bon thriller – tiré de faits réels et filmé par Leïla Sy – tient beaucoup à ce renversement éclair de l'extase en cauchemar. Il est souligné par la naïveté de l'héroïne, dont la chute devient de plus en plus vertigineuse. – J.-F. J.

Room Temperature

Vous avez aimé Jason, Freddy et les autres? Pas sûr que ce film de Dennis Cooper et Zac Farley soit fait pour vous. Le décor est là: une maison isolée le soir de Halloween, une famille bien décidée à jouer à « Chéri, fais-moi peur », des ados mal dans leur peau, cibles idéales d'un hypothétique tueur. Mais l'ensemble n'est qu'un prétexte à une réflexion fûtée sur l'impossibilité de communiquer et la formidable étrangeté de l'univers. Ce film place le spectateur dans un inconfort permanent, et c'est là tout son intérêt. – A.-S. M.

Queerpanorama

Un jeune homme aux pensées suicidaires enchaîne les rencontres homosexuelles via des applications. Pas de prénom, aucun lien durable, seuls semblent exister ces brefs moments. A chacun de ses amants il « vole » quelque

chose: son nom, un morceau de vie, un bout de phrase, qu'il ressort au suivant. Ce film tourné à Hongkong par le Chinois Jun Li affiche une ambition esthétique, mais c'est aussi une chronique terrible sur la solitude et les troubles de l'attachement dont souffre la jeunesse urbaine. – A.-S. M.

L'Arbre de la connaissance

A Lisbonne, un jeune homme se fait enlever par un ogre, qui se sert de lui comme appât afin de capturer des touristes qu'il transforme en animaux. Il s'échappe en compagnie d'un chien et d'une ânesse.

Après la fascinante « Religieuse portugaise » (2009), adaptée du fameux roman épistolaire français du XVII^e siècle, Eugène Green revient à Lisbonne pour un conte à la fois limpide et énigmatique, à la manière d'un fabliau du Moyen Âge. Cadre frontal, composition symétrique et langue précise, la magie opère toujours. – D. F.

Silver Star

Deux filles en cavale sur les routes américaines: une braqueuse taiseuse, hantée par sa famille de militaires, et une prof de gym aquatique enceinte et provoc. Un film indé made in USA? Non, ce fougueux road-movie, tourné caméra à l'épaule, est l'œuvre d'un duo de Français, Lola Bessis et Ruben Amar, déjà auteurs du délicat « Swim Little Fish Swim » (2013), sur la bohème artistique à New York. – D. F.

Les films qu'on peut voir à la rigueur

Vie privée

Une psy se fait agresser par un patient puis par le mari d'une patiente qui vient de mourir. Comme elle enregistre les séances, elle se met à réécouter celles de la morte et se persuade qu'elle ne s'est pas suicidée, enquêtant avec l'aide de son ex-époux.

Après un début qui intrigue, ce film de Rebecca Zlotowski se perd dans le labyrinthe de l'inconscient, entre hypnose et psychanalyse pour les nuls. N'est pas Hitchcock qui veut! Reste le grand plaisir de voir jouer Jodie Foster en français, face à Daniel Auteuil et Vincent Lacoste complices. – D. F.

Zootopie 2

On ne change pas une équipe qui a rapporté à Disney 1 milliard de dollars pour le premier « Zootopie » (2016)! Soit un tandem de flics formé par une lapine et un renard; et, à la réalisation, le binôme Jared Bush et Byron Howard, sans Rich Moore, cette fois. Malgré l'intrigue biscornue mettant en scène de méchants lynx qui ont évincé de gentils serpents d'une cité perdue, ce film est bien formaté, et son esthétique assez quelconque. Même si les blagues sur la thérapie font rire les adultes dans la salle... Pas top, le zoo. – D. F.

Les films qu'on peut ne pas voir

Follement

Une idée de ouf: un homme est attendu à Rome par une femme pour un premier rendez-vous; or le spectateur a accès à ce qu'il se passe dans leurs ciboulots respectifs, à travers une galerie de quatre femmes et quatre hommes qui délibèrent et s'empailent... Ce procédé loupé de l'histoire de l'infamie de Paolo Genovese, qui n'en a pas moins réuni 2 millions de spectateurs en Italie. Follement abusés? – D. F.

Signes de piste

Dans «Le Coran des lumières», l'historienne Jacqueline Chabbi éclaire un texte parfois obscur aux modernes.

L'ARABIE, le désert brûlant, le manque d'eau et, à l'écart, la « Mekke » (sic), « cité famélique composée d'une unique tribu ». Même Médine, prospère oasis peuplée de cinq tribus (« dont trois de confession juive », où le prophète banni a dû s'exiler, dépendait, pour son commerce, de caravanes toujours menacées de quitter la piste et de manquer d'eau. Malheur aux égarés!

C'est d'abord cela, le Coran: un manuel de survie en milieu hostile, pour ne pas s'écarter du bon chemin, ce qui suppose de choisir le bon guide. Allah est celui à qui s'adresser, comme aujourd'hui nous souscrivons une assurance multirisque contre les aléas de l'existence. A ceci près qu'Allah est seul, il n'a pas d'« associé », il est l'unique auteur du monde.

Il a créé la lumière (« nûr », « non seulement celle du soleil mais celle de la nuit, de la lune qui éclaire le chemin des caravaniers, dans une obscurité menaçante, parfois peuplée de bruits à déchiffrer ». Qui va là? ennemi ou ami? Au bout du chemin, il y a la fraîcheur



et l'eau en abondance, avant-gout du paradis.

Dans le détail, les choses se compliquent, car le Coran « ne suit pas un fil narratif », il est composé de « fragments dispersés qui parfois se contredisent ». Sa lecture et sa traduction ne peuvent ignorer le contexte historique du VII^e siècle. Cela n'empêche pas certains commentateurs de forcer le texte en prétendant que toutes les découvertes scientifiques sont dans le livre sacré, à commencer par le Big

Bang. Quant au prénom Mahomet, ou Mohammed, l'auteure préfère à ces transcriptions Muhammad (« les voyelles o et e sont absentes en arabe »). Sur le fond, elle estime que « le Coran n'autorise aucun humain à parler ou à sanctionner au nom de Dieu ».

De son omnipotence il faut déduire qu'« il est assez puissant pour se débrouiller tout seul » et qu'« il n'a besoin d'être défendu par aucun humain ». Autre conséquence qui pourrait fâcher: « Le Coran ne

comporte aucun passage où il est demandé de défendre son message ou de le venger (...). C'est insulter Dieu que de vouloir le défendre en agissant à sa place (...). Dans tous les cas, c'est Allah qui est juge (...), les actions punitives restant du ressort exclusif du divin. »

Quittant le terrain théologique pour la littérature, Jacqueline Chabbi observe que, « dans les sociétés tribales d'Arabie, la parole poétique pouvait être de louange, mais, bien plus souvent, c'était une parole satirique; on avait donc, dans cette société, des caricatures en paroles ». La tolérance, alors, n'était pas un vain mot: « Personne ne se vexait ni ne s'offusquait (...), lon] aurait été jugé complètement fou de tuer pour une parole satirique. »

Quand on demande à l'auteure quelle est sa religion, elle répond « historienne ». Ainsi chemine obstinément cette Bretonne islamologue, agrégée d'arabe, sans quitter sa piste, guidée par la bonne étoile du savoir.

Frédéric Pagès

● Grasset, 192 p., 19 €.

De l'art de meubler

La Maison vide

de Laurent Mauvignier

« C'EST par l'invention que l'histoire peut parfois survivre à l'oubli. » Du passé de sa famille, en Touraine, l'auteur ne connaît que des bribes: « un récit diffracté », vague, incomplet. La maison de ses ancêtres, rouverte par son père en 1976, a des allures de musée vide. Aux fantômes qui le hantent il veut redonner une voix. Alors il écrit ce livre – pour dire le malheur, la fatalité. Et tant pis s'il lui faut imaginer ce dont le souvenir s'est à jamais perdu.

Les premiers rôles sont tenus par des femmes: Jeanne-Marie (1860-1933), Marie-Ernestine, sa fille, et Marguerite, sa petite-fille – la grand-mère de Laurent Mauvignier. Leurs existences sont rudes. Jeanne-Marie a des ambitions modestes. « La vie était une ligne tracée et c'était tout, ce qui n'était pas grave, [se disait-elle], car elle avait appris à ne rien espérer. » Marie-Ernestine, elle, est douée pour le piano; son mari, qu'on lui a imposé, mourra dans les tranchées. Elle en prend un autre, sous condition: qu'il ne se passe rien entre eux. Pour Marguerite, dont les photos, pour une

raison que l'on taira ici, ont disparu de l'album, c'est pire encore. La honte. Le silence.

A travers les avanies et les désillusions de ces femmes, c'est bien le portrait peu amène d'une certaine France rurale qui est brossé ici, une guerre après l'autre. L'amateur de comique troupier, on l'aura compris, passera son chemin. Désirs étouffés, existences étriquées, « silences lourds de sens »...

On cherchera en vain une lueur d'espoir dans la masse de ces 750 pages grises. Et, si on ne doute pas, pour leur auteur, des vertus cathartiques de l'entreprise, si la beauté mélancolique de l'ensemble est indéniable, on peut s'interroger sur la nécessité du délayage ici à l'œuvre. « La Maison vide », qui a remporté le prix Goncourt, aurait pu être deux fois plus courte: tout y est martelé, répété, ressassé, parfois jusqu'à l'obscur.

La deuxième phrase fait 19 lignes. Il y a un Proust dans l'arbre généalogique de Mauvignier, « sans qu'il soit (...) permis, précise l'intéressé, de rêver à un quelconque lien de parenté ». On avait deviné.

Fabrice Colin

● Les Editions de Minuit, 752 p., 25 €.

LE NOUVEAU LIVRE DE SARKOZY EN LIBRAIRIE POUR NOËL

QUIN-QUIN

VISITE LA PRISON



La Vie aux Chapitres

Forêts d'écriture

par Claudie Hunzinger

« DANS la vallée de montagne où j'habite, je sais très bien que je suis « la femme qui vit là-haut, qui écrit des livres et qui, dans des chaudrons, fait cuire des plantes. »

Enfant de la forêt et des montagnes, amie des renards et des « prodiges bleutés » de l'hiver, l'écrivaine Claudie Hunzinger, Vogsiennne de cœur et de sang, sort du bois à pas menus. Dans ce petit recueil d'entretiens, elle raconte comment, à 25 ans, elle s'est installée à Bambois, avec son cher Francis, pour élever des brebis. « Une vie de difficultés. Une vie d'exploration du monde » où subsistent, inaltérables, les éblouissements de l'enfance et cette sensation de faire partie d'un tout.

En 1973, « Charlie Hebdo » se gausse: « Vous allez y crever sur votre montagne, tout seuls et sans avoir rien fait. » Le

temps a parlé; Claudie et Francis sont restés là-haut, solides, menant une existence sauvage et très libre, tissée de labeur, de lectures et de rêves. « Ici, tout est beauté. Elle nous a précédés. Elle nous survivra, inconnue, changeante, encore inconnue. »

F. C.

● Arthaud, 160 p., 15,90 €.

Mémoires

par Robert Evans

UNE VIE de maboul, que celle du dernier mogul de la Paramount! Les Mémoires du producteur Robert Evans (1930-2019), enfin traduits, sont un feu d'artifice. Ce dernier, élevé dans une famille juive de New York, obtient, ado, de petits rôles. Il donne la réplique à James Cagney à la fin des années 1940. Mais c'est fortune faite – dans le prêt-à-porter, avec son frère – qu'il se lance à l'assaut de Hollywood.

Robert Evans redresse le studio moribond dans les années 1960. Puis connaît la disgrâce, vingt ans plus tard, pour possession de cocaïne. Mais il a le temps de se hisser au sommet grâce à des coups de génie: « Love Story », « Chinatown » et « Marathon Man ».

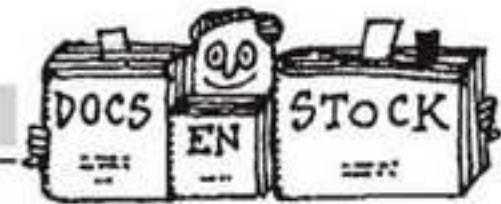
Francis Ford Coppola, dont il produit « Le Parrain », se fait au passage tailler un costard sur mesure: « Le film était terminé (...), mais nous n'avions pas de fin (...). Peter Zinner, l'un des deux monteurs, se charge de la tâche. Il associe la violence à la religion (...). Il sauve le film. »

Piètre acteur, producteur au flair hors pair, Evans avait le sens de la formule: « Avant d'épouser Annette Bening, Warren Beatty avait toujours été conventionnel pour ce qui était de sauter la femme d'un copain: jamais le dimanche. »

J.-L. L. T.

● Séguier, 569 p., 24,90 €.

C'EST LE BLACK FRIDAY



La vie est un jeu de Ajar

Monsieur Romain Gary

par Kerwin Spire

AVEC la littérature, rien d'impossible. On peut être et avoir été. Et même réussir le prodige, alors qu'elle est largement derrière vous, d'avoir la vie devant soi. La preuve par Romain Gary, capable de rejaillir en 1975, alors que la clemence le donnait éteint.

L'écrivain gaulliste, compagnon de la Libération, diplomate, scénariste et réalisateur a été trop lu, trop vu, trop célébré. Prix Goncourt en 1956, il est devenu un monument ennuyeux. La soixantaine venue, il déprime. « Difficile de faire du neuf avec des vieux », écrit Claude Sarraute dans « Le Monde » après l'avoir vu sur le plateau d'Antenne 2. Au-delà de la limite, son tictac n'est plus valable, et, quand le vit n'est plus au garde-à-vous, la vie, pour Gary, tend à ressembler à la fin du monde.

Puisque l'existence est une farce, l'écrivain, avant de tirer sa révérence, va en jouer une dernière à tous les pisse-froid qui l'enterrent avant l'heure.

Une ultime mystification, que raconte Kerwin Spire dans le dernier volume de sa trilogie consacrée à l'auteur de « La Promesse de l'aube ». Un récit nourri d'anecdotes puisées dans de passionnantes archives inédites.

Le 7 janvier 1974, l'écrivain dépêche un émissaire aux éditions Gallimard. L'homme remet en main propre un manuscrit à Robert Gallimard, écrit, dit-il, par un inconnu qui vit au Brésil. Un certain Emile Ajar: Convoqué quelques jours plus tard par Gary, Robert Gallimard l'entend lui avouer, sous le sceau de la confiance, qu'Ajar, en réalité, c'est lui: « Je fais le pari que mes lecteurs lisent mes livres plutôt qu'un auteur à la rente bien établie. » « Tu ne peux pas te jouer comme ça de l'édition », lui répond le neveu de Gaston, qui a juré de ne jamais révéler ce secret.

Le jeu ne fait pourtant que débuter. Gallimard ne juge pas « La Solitude du python à Paris » digne de sa collection « Blanche », et c'est sa filiale le Mercure de France qui publie le livre, en septembre 1974, sous le titre « Gros-Câlin ». Succès critique et de librairie. Au point de placer le bouquin sur la liste des prix de l'automne. Afin de se préserver du petit Paris littéraire, qui commence à se demander si, derrière ce nouvel auteur, ne se cache pas un routier de la profession, Gary fait savoir qu'Ajar déclinera toute récompense.

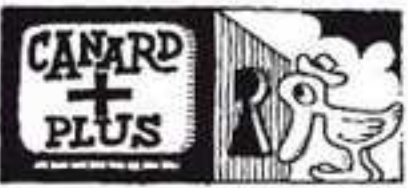
L'écrivain s'est déjà remis à l'ouvrage. En trois mois, il achève un nouveau Ajar, « La Vie devant soi », qui, cette fois, n'échappe pas au Goncourt, en novembre 1975. Gary-Ajar refuse le prix, qui ne peut être décerné deux fois au même auteur.

L'essentiel est ailleurs: il a démontré qu'un vieux pouvait faire du neuf, que l'on pouvait se libérer des carcans, être après avoir été. Il a mystifié tout Paris, et la vérité sur la supercherie, après maints rebondissement joliment racontés par Spire, sera révélée six mois après son suicide, le 2 décembre 1980, une fois sa vie derrière lui.

Jean-Michel Thénard

● Gallimard, 240 p., 20,50 €.

* Ce NUAI n'était pas la tête en bas mais n'avait ni queue ni tête.



● **MÉDIAMÉTRIE** accorde, pour le mois d'octobre, une part d'audience moyenne de 0,8 % aux deux petites dernières de la TNT, T18 (groupe CMI) et Novo19 (Ouest France). Sur la première, le magazine « Pour tout dire », de Matthieu Croisandeau (ex-dirlo du « Nouvel Obs »), rassemble péniblement 114 000 téléspectateurs – sa meilleure audience. Sur la seconde, le talk-show « On a du nouveau » réunit... 34 000 téléspectateurs chaque jour.

Heureusement que c'est du nouveau !

● **L'OPÉRATEUR SFR**, en déroute, est à vendre. Son proprio, Patrick Drahi, s'est même débarrassé du mobilier... en organisant un tirage au sort pour les salariés, le 25 novembre. A gagner : deux lots de deux chaises de la salle du conseil d'administration d'Alrice datant de l'an 2000. Les heureux élus vont « repartir avec un morceau d'Histoire », claironnait un message interne, la semaine dernière. Ajoutant humblement : « Oui, ces chaises ont 25 ans et ont vu passer plus d'une décision stratégique. »

Dont on voit aujourd'hui où elles ont mené !

● **LES GAZETTES** n'en ont jamais Proudhon ! « L'Express » (20/11) et « Libé » (21/11) tirent coup sur coup le portrait de la vedette bolloiréenne. Du télévangéliste de l'union des droites on apprend peu, sinon qu'il a, comme les Macron, son rond de serviette chez Lily Wang, chic resto asiatique du VII^e arrondissement de Paris. « L'Express » évoque, pour sa part, le « salon cossu » de l'appartement de Proudhon, ses « costumes Hartwood taillés sur mesure » et ses « rendez-vous au Club Churchill, cercle chiquissime des amateurs de cigares ».

C'est à cela que l'on reconnaît une voix du peuple...

● **AVOIR** le même éditeur (Fayard) que Zemmour, Bardella ou Villiers ne gêne en rien Ségolène Royal, mais cela ne semble guère lui profiter. Pour assurer la promo de son bouquin « Mais qui va garder les enfants ? », elle ne ménage pourtant pas sa bravitude. Les ventes, cependant, sont à la peine : seulement 77 exemplaires écoulés la première semaine ! Royal a expliqué au « Point » (20/11) être « [ré-tée] chez Fayard pour ne pas pénaliser les salariés ».

Ils n'en demandaient pas tant !

Le Canard enchaîné
01.42.60.31.36
redaction@lecanardenchaine.fr
173, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
www.lecanardenchaine.fr

SAS Les Editions Maréchal-
Le Canard enchaîné
Capital : 100 000 € (durée : 99 ans)
Président,
directeur de la publication :
Erik EMPATZ.
Administrateur délégué :
Hervé LIFFRAN.
Principaux associés :
Erik EMPATZ, Hervé LIFFRAN,
Jean-François JULLIARD,
Odille BENYAHIA-KOUIDER,
Jean-Michel THENARD
et des salariés du journal.
Directeur de la rédaction :
Jean-François JULLIARD.
Rédacteur en chef :
Jean-Michel THENARD.

Fondateurs :
Maurice et Jeanne MARÉCHAL.
Anciens directeurs :
R. TRÉNO, André RIBAUD,
Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO.
Impression : P.O.P., Paris - Midi Print,
Gallargues, C.I.L.A., Heric, Nancy-Print.
Diffusion : France Messagerie.
N° CPPAP : 0128 C 82612 - ISSN 0008-5405
Les manuscrits et documents
non utilisés ne sont pas restitués.

abonnements
01.42.60.75.16
abonnements@lecanardenchaine.com

Sur notre site :
www.lecanardenchaine.fr

Par courrier :
45, avenue du Général-Leclerc
60643 Chantilly Cedex

FRANCE MÉTROPOLITAINE
1 AN

– Formule papier
68 €
– Formule numérique*
58 €
– Formule papier + numérique*
84 €
– Formule intégrale*
106 €

* Edition numérique disponible
dès le mardi 21 heures, avec accès
à tout le site « www.lecanardenchaine.fr »

POUR LES AUTRES PAYS
Nous consulter ou rubrique
FAQ sur notre site



IL N'Y A aucun journaliste à Gaza, seulement des assassins dotés d'une carte de presse : cette accusation a été portée par l'armée israélienne. Pourtant, 220 reporters palestiniens ont été tués par Tshah depuis les massacres du 7 octobre 2023, et c'est bien l'histoire de quatre journalistes gazaouis que nous raconte Hélène Lam Trong, leur consœur française. Ceux-là n'appartiennent ni à une chaîne affiliée au Hamas ni même à un média arabe mais sont reporters à l'Agence France Presse.

« Le 6 octobre 2023, c'était la vie », sourit Mohammed Abed, photographe. Le lendemain, il est réveillé par le sifflement des roquettes du Hamas en direction de l'Etat hébreu. Machinalement, il prend son appareil photo et monte sur le toit de son immeuble. « N'ayez pas peur, dit-il à ses enfants, ce sera comme chaque fois, une petite guerre d'une vingtaine de jours. » Au même instant, Adel Zaanoun, le chef du bureau de l'AFP à Gaza, alerte l'agence de Jérusalem : « Réveillez-vous, on dirait que c'est la guerre. »

“La cité du mal”

Mahmoud Hans, lui, remarque des choses « étranges » dans son quartier. Trop de miliciens dans les rues, trop de tension. Les journalistes comprennent que des Palestiniens armés ont passé la frontière. Zaanoun interdit à ses collègues de les suivre : « Israël va tirer sur tout ce qui bouge. » Personne n'imagine encore l'ampleur de cette attaque terroriste, mais, lorsque les premiers missiles tombent sur Gaza, tous savent que c'est la contre-attaque. Les jours suivants, les reporters filment, photographient, envoient leurs dépêches. Des

A travers la Presse déchainée

Au fou la foulée !
Sur « franceinfo.fr » (17/11) :
« Le matin, cet informaticien de 591 ans agrémente son café d'une balade de 2 000 à 3 000 pas. »
A cet âge, quel talon !

Dans le bourreau Ovale
Dans « Libé » (18/11) :
« Mohammed ben Salmane a été reçu en grandes pompes

Sur l'album de la Comtesse

CARLA FUT EMBARQUÉE PAR CE PETIT SALAUD
Tir de sado. – Carla : ce petit Sarko ne vaut rien pour la Santé et trompe l'Etat. – Ce ne serait qu'un petit bourrin pour Caton. – Salon d'Auckland. – Ou se nichent ces bisons ? – Paisez, bisons ! – Des fans de clopes s'imaginent un CAC. – Pour les folles de palmes, il faut ce café. – Pas de Calvi pour décus. – Robes corses à Alésia. – Bizarres chars d'eau ! – Transports : triporteurs de tout. – On ne peut pas parler de beaux-arts avec ce Zidi ! – Après avoir biglé en prenant son temps, Trump brûle des ganses avec des toiles de pros (peu de pros d'omis pour ces cendres) et guette avant de redéployer son plan. Sa troupe de bâtards qui se couchent est pleine de nerveux qui ne peuvent pas quitter les rangs sans jets d'armes.

LECTEURS : « Darmanin a la cote. » – « L'artilleur en a cassé, des fortins. » – « Souchon : ce Proudhon fait tiquer. » – « Le Quinze de France a administré une domination fêlée. » – « La maternité génère parfois des frictions. » – « Une bonne mine gâche la paternité. » – « Jordan : un gardeur qui aime la mèche. » – « La buse de Pétain. » – « Pitt et butin. »

immeubles s'effondrent, des civils en sang hurlent dans la poussière et les gravats, l'exode commence.

Le Hamas n'aime pas l'AFP. Il a menacé, brutalisé, détenu vingt fois dans ses geôles son chef de bureau. La droite israélienne déteste l'AFP, qu'elle appelle « l'Agence France-Palestine ». Après le 7-October, ses correspondants se retrouvent seuls sur le terrain. Plus aucun journaliste n'est autorisé à entrer dans l'enclave, ni à en sortir. Israël détruit les sièges des médias – l'AFP est pulvérisée –, et ses chars ouvrent le feu sur les voitures siglées « Press ».

Benjamin Netanyahu a déclaré : Gaza est « la cité du mal, et nous allons en faire des ruines ». Rédactrice de l'agence française, Mai Yaghi sait qu'il va tenir parole. Elle a peur pour son fils. Son collègue Mahmoud Hans a déjà enterré 23 membres de sa famille. D'autres pleurent leurs proches.

Dans ce doc, nous découvrons des images que la direction de l'AFP a renoncé à publier car insoutenables ou « mensongères » selon Israël. Ainsi, la dépouille d'Omar Bidal, 4 ans, raillée par certains comme étant « une poupée » mise en scène par le Hamas pour émouvoir le monde. Mais, 18 457 cadavres d'enfants plus tard (« The Guardian », 9/10), les moqueries ont cessé.

Exfiltrés avec difficulté vers l'étranger par l'AFP, cette femme et ces hommes ont documenté la fuite de plus de 1 million de personnes, l'enfer des bombardements, l'effroi au quotidien. Leur volonté ? Retourner chez eux pour raconter la suite. Même si, comme le soupire Adel Zaanoun, « Gaza n'existe plus, tout est effacé, tout a disparu ».

● Dans Gaza », d'Hélène Lam Trong, le 2/12 à 21 heures sur Arte.

A travers la Presse déchainée

Sur le président américain.
En grande pompe, et sans avoir de piston !
Chassez le naturel, il revient au Gallou
Dans « Franc-Tireur » (20/11) :
« Un raoult organisé par Jean-Yves Le Gallou et ses vieux réseaux du Club de l'Horloge. »
Un raout qui aurait enchanté feu Eric Raoult, ministre chiraquien.

Rue des Pêches Perles

Pêché dans « La Nouvelle République » (20/11) :
« (...) Placé sous contrôle judiciaire depuis les faits, avec obligation de soins et interdiction de ne plus se rendre sur le point de deal. »
Un peu fumeux, comme jugement...

Prélevé sur « afrikmag.com » (19/11) :
« La prostitution des enfants n'est pas autorisée. Les travailleuses du sexe doivent donc être âgées de moins de 18 ans. »
Ça dénote un certain bordel dans la législation.

Comme son nom l'indique

Dans le magazine « Ancres les infos » (novembre) :
« Les pouvoirs du microbiote : un intestin en forme, un esprit serein », webconférence animée par Nicole Tripier, naturopathe. »

Prises de Bec

Sophia Chikirou

En tenue de compagnie

La première dame de la Mélenchonie part comme à la guerre pour les municipales à Paris. Ennemi déclaré : le PS, qu'elle entend bouter hors de l'Hôtel de Ville.

ON COMPREND pourquoi Sophia Chikirou se montre fort aimable ces temps-ci, faisant visiter aux « médias mainstream » et autres membres de l'« oligarchie libérale médiatique », comme on dit en novlangue élitiste, son local de campagne flambant neuf et allant jusqu'à échanger quelques propos badins, un grand sourire aux lèvres. Ces plumitifs zélés, on peut toujours les attraper avec une blagounette et une petite confidence à deux balles...

Si Chikirou est si enjouée, c'est qu'elle a, pour les municipales, une feuille de route qui lui fait chaud au cœur. Rien de secret : « Il ne faut pas qu'un socialiste soit maire de Paris. » Elle parle à peine de Rachida Dati, qui pourrait remporter la Mairie. Ça, elle s'en moque comme de son premier tweet injurieux. Ce qui compte, c'est qu'Emmanuel Grégoire chute. Le PS qui perd Paris, on ne parlera que de ça, et cela fragilisera la candidature de Glucksmann ou de Faure en 2027. Voilà son seul sujet.

Ah oui, un programme, il nous faut un programme. Elle a donc sorti de son chapeau une mesure sur le logement et une autre sur l'école. Mais

ce n'est pas le combat d'idées qui l'intéresse, là, c'est le goût du sang. Le rêve de la candidature, régulièrement testée par les instituts de sondage, qui la crédite de 12 % à 17 % d'intentions de vote, donc confortablement placée pour le second tour, paraît à portée de main.

Autre sujet de jubilation : soit Emmanuel Grégoire, qui a toujours dit qu'il refuserait toute alliance avec LFI, se trouve contraint à l'alliance, et le PS se décrédibilise, soit il refuse, et il a de bonnes chances de perdre. Marrant, non ?

Terreur en votre faveur

Chikirou adore ce petit jeu au fort goût de revanche. Car la députée de Paris a pas mal de comptes à régler avec les socialistes. Au début des années 2000, elle est attachée parlementaire de Michel Charzat, le maire (PS) du XX^e arrondissement. Celui-ci l'impose comme porte-parole lors de la campagne de Laurent Fabius pour la primaire de 2007. Mais, quand Charzat passe la main, ce n'est pas elle qui est investie pour lui succéder. Elle claque la porte, va faire un tour chez



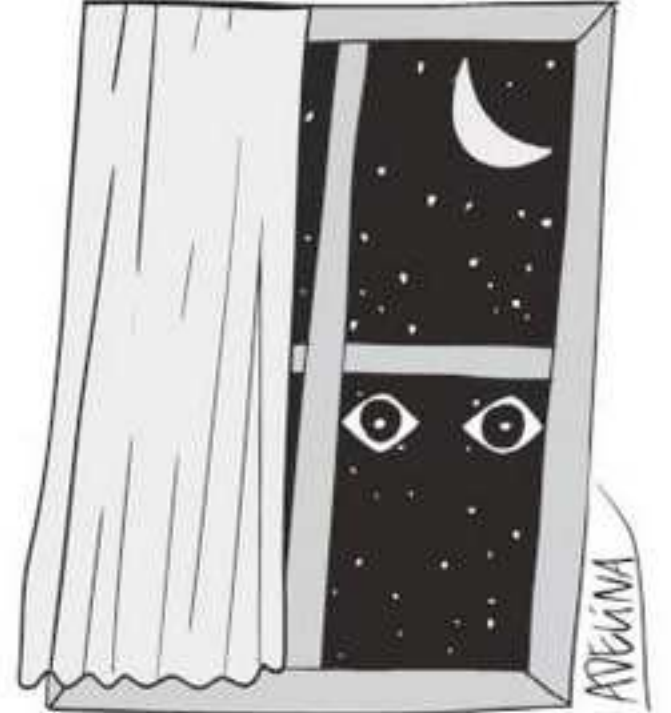
Le Théâtre

Là personne

(Les doigts dans l'emprise)

IL EST LÀ, face à nous, seul en scène, l'air normal, derrière lui juste un grand mur de parpaings gris. Il parle. Avec sa grande carcasse longiligne, sa longue chevelure frisée, sa jeune trentaine, sa belle voix en confidence, il dégage une sympathie, une vitalité. Mais il est fou à lier. Ou peut-être pas. Peut-être n'est-il fou qu'à moitié. Quelque chose l'a éloigné de lui-même. Quelque chose, ou quelqu'un. Oui, c'est ça. Quelqu'un l'a rendu à moitié fou.

D'ailleurs, à la fin du spectacle, quand il échange avec les spectateurs, l'auteur-acteur-metteur en scène Geoffrey Rouge-Carrassat, dont « Le Canard » avait plus qu'apprécié les trois précédentes pièces, autobiographiques et



Le coin coin des Variétés

Ceramic Circus

(Jeu de boule)

UN ROULEMENT de tambour qui va crescendo accompagne le tournoiement de plus en plus rapide, autour de la piste, d'une sphère en céramique reliée à un filin. Et Julian Vogel, enfourchant un invraisemblable vélo désarticulé, de se lancer dans une course-poursuite aussi clownesque qu'acrobatique au plus près de cette boule infernale. Troquant le deux-roues pour des rollers, il accélère encore cette sarabande, la rythmant à coups de cymbales et la compliquant d'un étour-

dissant numéro d'assiettes chinoises. Celles-ci, comme la sphère, ont été conçues en céramique. Une fragilité extrême qui intensifie le suspense, la casse étant aussi redoutée qu'espérée par les spectateurs.

Tout en clins d'œil au cirque traditionnel, cet insolite solo d'un agité giratoire surprend par ses innovations cinétiques complètement cinoques.

A. A.

● Au Théâtre Silvia-Monfort, à Paris, jusqu'au 6/12.



Sarko, puis se fait débaucher par Mélenchon, qui l'a croisée dans les couloirs du Sénat. La dame est rancunière. Presque vingt ans plus tard, l'idée d'un match retour a tout pour lui plaire.

Sa campagne va ressembler à un mélange de celle qu'avait faite l'eurodéputée Rima Hassan, exclusivement centrée sur la question palestinienne, et de celle de Zohran Mamdani, le nouveau maire de New York, élu sur un programme nettement à gauche.

Sophia Chikirou pense être « mûre » pour le job. C'est vrai qu'elle a dirigé Le Média, appelé aussi « Télé-Mélenchon », une histoire qui s'est terminée dans les cris et la violence entre elle et des journalistes essayant de faire leur boulot, qu'elle avait traités, avec délicatesse, de « tafioles de merde » ou de « sales rats ». Elle a aussi dirigé la com' des campagnes présidentielles de Mélenchon via sa société, Mediascop. Elle se retrouve mise en examen pour escroquerie aggravée. Elle a facturé plus de 1 million d'euros pour la campagne de 2017. Selon les enquêteurs, il s'agit d'une surfacturation

manifeste, au détriment des contribuables. En clair, Sophia Chikirou aurait abusé des fonds publics. Serait-ce possible de la part d'une élue qui n'a que le mot « peuple » à la bouche ?

Elle est assez fortiche pour verrouiller un parti, le sien, en faisant régner la terreur. Il y a deux ans, quand des députés LFI avaient demandé que cessent l'atmosphère de purge permanente et la chasse aux « ennemis de l'intérieur », elle avait répondu sèchement : « Je préfère attendre sur le bord de la rivière de voir passer leurs corps. » Elle a comparé le patron du PC, Fabien Roussel, à Jacques Doriot, ce qui témoigne d'une culture historique fragile, et a traité le socialiste rallié au macronisme Christophe Castaner de « salaud ».

Proche de résistance

Ses relations avec Mélenchon ? « Grande proximité », « proche parmi les proches », « tout premier cercle », mais aussi « intouchable », dicit la presse. Est-ce sexiste de dire que Sophia Chikirou est l'intime de Jean-Luc Mélenchon, ce qui explique qu'elle ne soit jamais désavouée ? Une personnalité importante de la Mélenchonie, qui fut membre du conseil national du Parti de gauche, Fatima Benomar, par ailleurs figure du mouvement féministe, eut un temps les faveurs du chef. Traînée dans la boue, poussée au départ, elle reçut un jour ce message de la dame, retranscrit dans le livre « La Meute », de Charlotte Belach et Olivier Pérou : « Servir d'objet sexuel ne te donne aucun droit, tu es misérable. » On dit que les collaborateurs parlementaires de Chikirou vont au bureau la boule au ventre.

Bande de tafioles, va !
Anne-Sophie Mercier

Le Théâtre

Là personne

(Les doigts dans l'emprise)

sa maison. Une minute, deux, trois... La personne est revenue le lendemain, le surlendemain. « Le troisième jour, j'ai compris qu'il y en aurait beaucoup d'autres. » Ça commence comme ça. On ne dira rien de la suite. Rien du tout.

Mais quand même. Le narrateur désigne ce voyeur, cet observateur muet, dont le regard revient, s'installe, pèse, par ce vocable : « la personne ». L'emprise, c'est celle de cet inconnu. On ne sait pas de quelle nature elle est. Ni qui il est, qui est « la personne ». Juste une présence de plus en plus pesante, bientôt obsédante. Qui mène son travail de sape. D'emprise.

L'Eclipse

PAR MOMENTS, on se croirait dans une bédé, notamment lorsque Julien Derivaz surgit sur scène en ado déchainé, play-back sur Britney Spears et déhanchés débridés. A ses côtés, Alicia Devidal, Douglas Grauwels, Mathias Labelle, Hector Manuel, Asja Nadjar et Adèle Zouane replongent en troisième et revisitent cet âge où tout explose – rires, amitiés, premiers desirs...

Vingt ans plus tard, les anciens collégiens se retrou-

Comment qualifier la fin de la pièce ? Sans rien dévoiler, on ne peut que dire qu'elle est superbe. Stupéfiante. Folle. Qu'on s'y retrouve. Cette histoire est la nôtre. Ou celle d'un proche, là, tout près, dans la ville. Oui, à proximité. Une proximité menaçante qui rappelle celle qui régnait dans « Twin Peaks ». Tout a l'air si paisible. C'est la nuit. Et, dans la nuit, un méchant clown, un troll, ricane silencieusement. Il ne faut pas avoir peur. Il faut faire attention.

Jean-Luc Porquet

● A l'Athénée Théâtre Louis-Jouvet, jusqu'au 29/11. Puis en tournée à Avignon, Nancy, La Roche-sur-Foron...

M. P.

● Au Théâtre Paris-Villette, à Paris, jusqu'au 5/12.



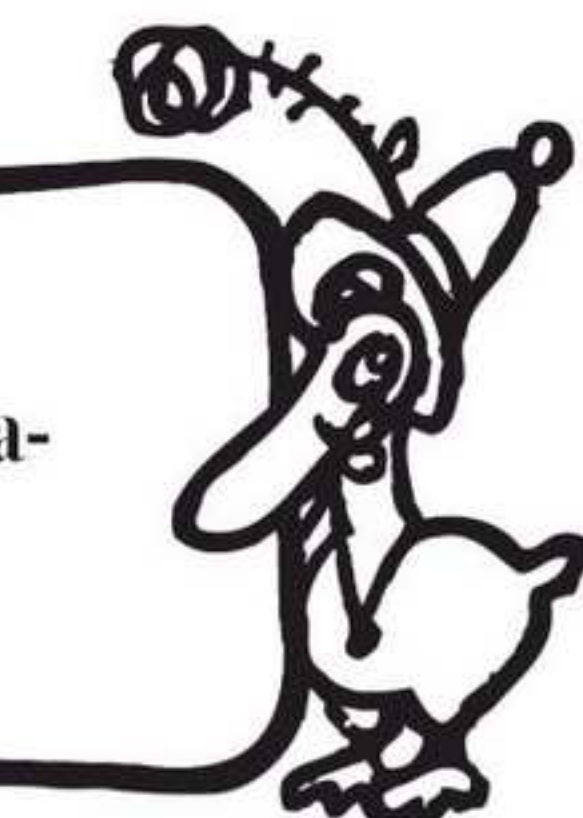


Les pays producteurs
de pétrole vainqueurs
de la COP30 au Brésil

Le climat ?

Le Canard enchaîné

On samba-
lance !



Directeur : Erik EMPTAZ.

La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.

Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD.

**VITE
DiT!**

LA DÉPUTÉE UDI Constance de Pélichy, présidente de la mission d'information de l'Assemblée sur les causes et conséquences de la baisse de la natalité en France, s'interroge dans « La Croix » (20/11) : « *Qu'est-ce qui explique que l'on renonce à avoir un enfant, et sur quoi nos politiques publiques peuvent-elles agir ?* »

Un indice, peut-être : les récentes déclarations du chef d'état-major des armées, le général Mandon, qui a expliqué devant le Congrès des maires de France que le pays devait « *accepter de perdre ses enfants* ».

Voilà qui n'est... guerre encourageant.

LA COP30, à Belém, au Brésil, aura au moins donné naissance à un consensus : la COP31 se déroulera à Antalya, en Turquie. L'Australie était candidate, elle aussi, avant de se désister, au grand dam des petites nations insulaires du Pacifique (« Libé », 21/11) : « *Faire venir la COP dans le Pacifique [aurait permis] au monde de voir la crise, mais aussi les solutions réelles, locales que nos îles proposent* », regrette le président de l'Etat de Palau.

Oui, mais, les plages et les eaux turquoises d'Antalya, c'est quand même plus sympa que des archipels submergés...

LETRE AU PÈRE NOËL



ON CONNAÎT le titre du prochain bouquin de Sarkozy, édité par Fayard : « *Le Journal d'un prisonnier* ». Il faut bien rentabiliser ces trois semaines d'incarcération avec quelques droits d'auteur, d'autant plus qu'il ne doit pas être facile de vivre avec 4,5 millions d'euros de revenus annuels...

Attention, quand même, à ne pas être accusé de plagiat : un certain Gilles-William Goldnadel, avocat et chroniqueur à CNews, a publié (chez Fayard, également), en janvier dernier, un livre intitulé... « *Journal d'un prisonnier* ».

Il ne manquerait plus que Pascal Praud, contraint de rédiger sa lettre hebdomadaire dans le « JDD », nous ponde « *Un prisonnier du journal* » !

EN AUTORISANT la célébration d'une messe pour Pétain dans une église de Verdun, l'archevêque de Metz (Moselle), Mgr Ballot, a suscité un tollé pour le moins justifié. L'occasion de rappeler que l'Eglise n'honore pas que les criminels antisémites : le 18 août 2024, c'est un pédocriminel notoire, le père Bernard Preynat (1945-2024), qui avait fait l'objet d'une messe à Cours (Rhône). Preynat, condamné en 2020, avait reconnu lors de son procès qu'il lui était arrivé d'agresser jusqu'à « *quatre ou cinq enfants en une semaine* » lors de camps scouts.

C'est vraiment Ballot...

LE NOUVEAU VISAGE DE MARSEILLE



Fièvre d'automne

LA PUBLICATION d'un « sondage choc sur l'islam » est venue jeter un peu d'essence sur notre débat public, d'ordinaire si tranquille. La justice a même été conviée aux festivités. L'Ihop a déposé une plainte contre les députés LFI Paul Vannier et Bastien Lachaud, qui l'avaient accusé de « *manipulation idéologique* » (« lepoint.fr », 24/11). Et quatre conseils départementaux du culte musulman poursuivent l'institut pour avoir réalisé ce questionnaire, qui « *distille le poison de la haine dans l'espace public* » (AFP, 24/11).

Les médias de droite et la Bollosphère affirment que « *la tentation islamiste gagne du terrain dans la jeune génération musulmane* » (« Le Figaro », 18/11). « *Le Monde* » a tenté de relativiser, évoquant une étude « *qui fait débat* »

(19/11). Mediapart l'a balancée à la poubelle, pointant les « *failles d'un sondage choc* » (20/11).

A l'image de la presse, les politiques ont aussi de grosses divergences d'interprétation des chiffres de l'institut. « *Vous avez presque un tiers des jeunes musulmans qui sont proches des djihadistes* (un mot absent du sondage), ce sont des chiffres colossaux », a attaqué la zemmouriste Sarah Knafo (Europe 1, 18/11). Mais la mélanchoniste Mathilde Panot assure que ce sondage « *montre qu'il y a de plus en plus de musulmans qui se disent qu'on peut rompre avec l'islam* » (BFMTV, 23/11). Après tout ça, qui osera encore dire que les sondages ne sont qu'une « *photo de l'opinion* » ? Ils sont plutôt un révélateur de la bonne ambiance qui règne dans le pays.

Y. V.

Trump, le vengeur démasqué

« **COMPORTEMENT** séditieux, passible de la peine de mort ! » a fulminé le président américain sur son réseau, Truth Social (20/11). Dans son collimateur, une vidéo mise en ligne trois jours plus tôt

La noix d'honneur

DÉCERNÉE à l'eurodéputé Raphaël Glucksmann. Après sa longue prestation sur LCI (18/11), au cours de laquelle il n'a pas avancé d'idées neuves, le président du microparti Place publique s'est ainsi justifié (Franceinfo, 24/11) :

« *J'ai dit pendant l'émission que [j'étais] en train de travailler à notre programme. Donc, oui, il ne fallait pas s'attendre à ce que je débite des propositions extrêmement concrètes.* »

C'est déjà sympa d'avoir pris un interminable temps d'écran pour débiter des platitudes !

par six élus démocrates (cinq ex-militaires et une ancienne de la CIA) rappelant à leurs camarades en service : « *Nos lois sont claires, vous pouvez refuser un ordre illégal.* » Par exemple, le déploiement de la Garde nationale dans une ville malgré la décision d'un juge ? ou le commandement de dézinguer dans les eaux internationales une vedette éventuellement liée au narcotrafic ?

« *Pendez-les !* » Ce commentaire d'un internaute a aussi été relayé par Trump... Le 22 novembre, il renonce au peloton d'exécution mais rumine : « *Les traîtres qui ont dit à l'armée de désobéir à mes ordres devraient être en prison maintenant.* » Le seul crime des « *six séditieux* » est d'avoir invoqué le cadre légal d'exercice de l'armée dans une démocratie. Or, le surlendemain, le Pentagone a fait savoir sur X qu'une enquête était ouverte contre le plus connu des six, le sénateur Mark Kelly, ex de la Navy : il pourrait être

rappelé sous les drapeaux pour être convoqué par une cour martiale. Réponse cinglante de Kelly : « *J'ai trop donné à ce pays, pour être réduit au silence par des tyrans qui se soucient plus de leur propre pouvoir que de la protection de la Constitution.* »

Trump enrage et passe au stade martial. Car une juge fédérale vient d'annuler les poursuites vengeresses qu'il avait fait relancer contre deux de ses bêtes noires, l'ex-directeur du FBI James Comey et l'ancienne procureure générale de l'Etat de New York Letitia James. Et il vient d'être lâché par une compagne de route historique, Marjorie Taylor Greene, qui ne digère plus son mépris pour les femmes abusées dans l'affaire Epstein et a préféré démissionner du Congrès.

Pour donner le change, Trump a, contre toute attente, fait des mamours au jeune et charismatique maire démocrate de New York, Zohran

décarbonation et impliquant des gouvernements, des entreprises, des fondations philanthropiques ou encore des villes ». Il y a eu, dit-il, « *des avancées intéressantes, et celles-ci sont passées sous les radars médiatiques* ».

Notamment, ce qu'on appelle la « *transition juste* », résultat de la mobilisation intense d'ONG, de syndicats, d'organisations féministes ou de peuples vulnérables : « *Le texte obtenu reconnaît pour la première fois une série de droits aux communautés autochtones, aux femmes et aux travailleurs. Il accorde la création d'un mécanisme qui aura des répercussions positives très concrètes.* » Ce Mécanisme d'action de Belém (MAB) devrait permettre à chaque pays de construire une « *économie propre et équitable* ». Reste à le mettre au point !

Une avancée moins visible que l'énorme provoc de Trump. Jeudi 20 novembre, juste avant que ne se termine la COP, il a annoncé un formidable cadeau à ses amis magnats du pétrole – qui ont financé sa campagne. Ils vont pouvoir forer dans 34 concessions qu'il va ouvrir dans les eaux territoriales américaines du golfe du Mexique. Plus de 500 millions d'hectares, soit l'équivalent de l'Amazonie, à saloper joyeusement. Beau bras d'honneur !

J.-L. P.

Sarko et le régime Sansal

QUELLE DIGNITÉ ! C'est à ce genre de performance que l'on mesure la qualité de l'artiste. A peine sorti de prison, Sarkozy publie un livre. Son « *Journal d'un prisonnier* » (Fayard), qui résonne modestement avec celui d'un Jean Genet ou d'un Soljenitsyne, sera en librairie le 10 décembre, un mois tout juste après sa levée d'écrou. En vingt jours, moins de trois semaines de cellule, l'ex-président aura donc accouché de 216 pages, soit 10 à 11 pages quotidiennes. Un incroyable tour de force. Car rappelons que Sarkozy n'est pas un écrivain professionnel, ni même un écrivain tout court.

Comparons-le à Boualem Sansal, auteur de 10 romans et de dizaines de nouvelles et d'essais, un véritable orfèvre des mots. Eh bien lui n'a pas couché une ligne. Et pourtant il en a eu le loisir : il est resté un an dans les geôles du régime algérien. Quel gâchis ! En 365 jours, Sarkozy aurait torché 3942 pages, soit près du double de la « *Recherche du temps perdu* ». Sansal, lui, est resté muet.

« *Ecrire ? Non, ce n'est pas possible. Je ne pouvais pas, psychologiquement. Ecrire quoi ? Mon quotidien ? Non* », a-t-il confié à

France 2 (23/11). « *Pour écrire, on a besoin d'être avec soi. On ne peut pas écrire dans ces conditions. Il faut trouver du papier et des cachettes pour cacher les choses* », a-t-il ajouté sur France Inter (24/11). « *Au départ, je voulais faire un journal, évidemment, un peu comme a fait Nicolas Sarkozy, mais je craignais de m'apitoyer sur moi-même à cause du froid, de l'ennui, donc je n'y suis pas parvenu* », a-t-il persillé dans « *Le Figaro* » (24/11).

Sarko, lui, y est parvenu. L'effet de son régime yaourt ? Il n'a pas craint de s'apitoyer sur lui-même à cause du froid et de l'ennui. Psychologiquement, il a su se retrouver avec lui-même, en dépit de la visite du garde des Sceaux, Gérard Darmanin, qui l'a privé d'un temps d'écriture important.

Sarko, vrai héros tragi-comique, était parti en prison avec deux ouvrages : « *Le Comte de Monte-Cristo* » et la « *Vie de Jésus* » – deux victimes de l'injustice des hommes. Le pauvre, absorbé par la rédaction de son livre, n'a même pas eu le temps de les lire. Une chaîne fois, peut-être ?

J.-M. Th.

L'Archipel du yaourt

CETTE FRANCE QUI NE SE LAISSE PAS IMPRESSIONNER



Dangereuse dessinatrice

ELLE REPRÉSENTAIT « une menace grave pour l'ordre public français » : Elena Mistrello, une dessinatrice italienne, a été interpellée sur le tarmac de l'aéroport de Toulouse, le 21 novembre, alors qu'elle était invitée au festival de bédé de la ville de Colomiers (Haute-Garonne). Les flics ont-ils eu peur d'être croqués par cette ogresse plutôt fluette ? Allait-elle faire exploser des mines (de crayon) à leurs pieds ?

Une chose est sûre, ils n'étaient pas là pour rigoler. « *Ils ont reçu l'ordre de me rapatrier et, si je refuse, "ce sera pire pour moi"* », relate-t-elle. S'interrogeant, durant le vol de retour, sur les raisons de cette expulsion, elle s'est souvenue d'avoir participé, en juin 2023, aux manifestations en hommage au jeune Clément Méric. Pour les agents du ministère de l'Intérieur, il s'agit sans doute là d'une inquiétante prise de position contre des assassins d'extrême droite. Il leur manque une case ?

E. Sa.

Les migrants au régime dunkerquois

EAUX souillées stagnantes, lavers publiques à une heure de marche, points d'eau peu accessibles, sanitaires dégoûtants ou carrément inexistantes, expulsions violentes à l'aide de bulldozers... le Dunkerquois a le sens de l'accueil vis-à-vis des migrants qui restent dans le secteur avant de tenter la traversée de la Manche vers le Royaume-Uni.

Dans les camps de Mar-dyck, de Loon-Plage et de Grande-Synthe, où s'entassent entre 300 et 2500 personnes selon les mois, les conditions de vie empiraient chaque jour et les associations sont débordées. Six d'entre elles, Médecins du monde, Refugee Women's

Centre, Salam, Roots, Utopia 56 et Human Rights Observers, ont saisi en urgence, le 18 novembre, le tribunal administratif de Lille pour dénoncer l'inaction de l'Etat.

Fait rare : avant l'audience du 26 novembre, trois juges ont pris la peine de se déplacer pour constater le désastre (« *La Voix du Nord* », 21/11) : « *Les lieux de vie, de distribution alimentaire, les points d'accès à l'eau et les bennes à déchets ont été scrutés par les magistrats, qui ont constaté que les cabines de douche sommaires installées étaient actuellement hors d'usage.* » Leur décision sera rendue dans quelques jours. Pas la benne d'en dire plus.

M. B.

EXTRAIT DU « JOURNAL D'UN PRISONNIER » DE SARKO

JAMAIS JE N'AI
IMAGINÉ L'ENFER
QU'EST LA PRISON

J'AI ÉCHANGÉ
MON FIGARO
CONTRE UN
BOUL DE SAVON



**VITE
DiT!**

ENTRE deux séjours en Amérique du Sud ou en Afrique, Macron trouve le temps de s'occuper de... raclette ! La fromagerie bio d'Entrammes (Mayenne) a reçu un courrier du Président, nous apprend « Ouest France » (21/11) : « *L'usage de lait bio, issu de vaches nourries d'herbe fraîche et de foin, confère à votre raclette une douceur et une rondeur particulièrement appréciables (...). Sans colorant ni conservateur, votre fromage conserve un goût authentique et naturel qui a séduit les papilles de tous.* »

VRP en raclette, une reconversion toute trouvée pour celui dont la cote de popularité n'a cessé de fondre !

ALORS QUE des centaines de nostalgiques de Franco se sont réunis le 21 novembre à Madrid pour rendre hommage au Caudillo, cinquante ans après sa mort, la sénatrice macroniste Nadège Havet, petite-fille de réfugiés espagnols, a demandé au gouvernement que soit retirée au dictateur sa Légion d'honneur.

La breloque lui avait été remise en 1928 par... Philippe Pétain, lequel l'avait élevé au grade de commandant de la Légion d'honneur deux ans plus tard. On connaît la suite : le coup d'Etat de 1936 et quarante ans de dictature, qui feront des centaines de milliers de victimes.

Etre décoré par Pétain, ça vous force un homme.

PRÉPARONS NOS ENFANTS À LA GUERRE



HAROLD HUWART, membre du Parti radical de gauche, est le seul député (Liot) à avoir voté en faveur du projet de loi de finances parmi les 404 votants. « *Je ne comprends pas par quelle logique vous arrivez à trouver une majorité sur chaque article et une unanimité contre le texte*, a-t-il expliqué. *C'est inouï, inédit. Heureusement que le ridicule ne tue pas, on aurait 577 morts à déplorer.* »

Les nombreux amendements jetés à la poubelle auront quand même eu une utilité : offrir son heure de gloire à celui qui fut la plume du Premier ministre Jean-Marie Ayrault d'août 2013 à mars 2014.

Un héros malgré lui ?

CADEAU DE FÊTES

Offrez un abonnement d'un an au « **Canard enchaîné** »

- 100 % numérique : 58 €
- 100 % papier : 68 €
- Papier + numérique : 84 €
- Intégrale : 106 €
(Edition papier + numérique et les Dossiers)

● **En ligne :**
boutique.lecanardenchaine.fr

● **Par courrier :**
45, avenue du Général-Leclerc
60643 Chantilly Cedex

